

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/31718]

10 DECEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 62 prolongeant l'application de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 45 du 11 juin 2020 organisant la participation du public en lieu et place de la réunion d'information préalable organisée pour certains projets visés dans le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 48 du 11 juin 2020 organisant la participation du public en lieu et place de la réunion d'information préalable obligatoire pour certaines révisions du plan de secteur, et de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 44 du 11 juin 2020 autorisant, à titre temporaire, la tenue de l'audition visée à l'article D.IV.66 du Code du développement territorial par vidéo-conférence, et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 48

Rapport au Gouvernement

Objet : COVID-19

Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 62 prolongeant l'application de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 45 du 11 juin 2020 organisant la participation du public en lieu et place de la réunion d'information préalable organisée pour certains projets visés dans le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 48 du 11 juin 2020 organisant la participation du public en lieu et place de la réunion d'information préalable obligatoire pour certaines révisions du plan de secteur, et de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 44 du 11 juin 2020 autorisant, à titre temporaire, la tenue de l'audition visée à l'article D.IV.66 du Code du développement territorial par vidéo-conférence et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 48.

Seconde lecture

La situation épidémiologique actuelle se caractérise par un niveau d'alerte très élevé. Le nombre de personnes contaminées par le COVID-19 est élevé et il en résulte une indisponibilité d'une partie du personnel, soit malade, soit en isolement, soit en quarantaine. Une indisponibilité d'un auteur de projet a également pu se produire en raison de ces circonstances.

La crise exceptionnelle liée au COVID-19 et les mesures qui ont été prises par le passé ou qui sont actuellement prises pour limiter la propagation du virus dans la population sont de nature à ralentir l'activité sur le territoire de la Région wallonne et sont susceptibles d'entraver le fonctionnement de certains services ou de certaines instances d'avis. Il n'est pas exclu que ces mesures soient encore prolongées à l'avenir.

Les mesures de confinement prises par tous les niveaux de pouvoir risquent de nuire à une participation du public efficace et étendue, tant dans le cadre des réunions imposées par le Code du Développement territorial (en l'occurrence la réunion d'information préalable prévue pour certaines révisions du plan de secteur par l'article D.VIII.5 et, pour les recours en matière de permis et CU2, l'audition visée à l'article D.IV.66), que dans le cadre de la réunion d'information préalable organisée pour certains projets visés dans le Livre I^{er} du Code de l'environnement.

Les réunions physiques doivent être organisées dans le strict respect des normes de distanciation sociale et les rassemblements sont pour des raisons évidentes de santé publique, à éviter. De plus la réticence compréhensible, et même indiquée, qu'éprouvent certaines personnes à se déplacer dans les transports publics, et à être en contact avec d'autres personnes par crainte du non-respect des mesures de sécurité ou même lorsque ces mesures de sécurité sont appliquées, risque également d'avoir un impact négatif sur la participation du public aux réunions d'information préalables, et la participation à l'audition pour les recours relatifs aux permis et certificats d'urbanisme n° 2.

Le citoyen ne doit pas être entravé ni dans l'exercice de ses droits ni dans l'accomplissement de ses obligations du fait des impacts de la crise sanitaire ; il doit être en mesure de faire utilement et effectivement valoir ses droits dans le cadre des procédures participatives ou de recours.

Il est donc proposé de prolonger l'application des arrêtés de pouvoirs spéciaux n° 44, n° 45 et n° 48 jusqu'au 30 juin 2021 tout en laissant au Gouvernement la possibilité de réduire cette période pour autant que la situation sanitaire le justifie.

Le préambule de l'arrêté a été adapté pour répondre à l'observation du Conseil d'Etat qui, aux termes de son avis n°68.332/4, du 26 novembre 2020, s'interrogeait sur le fait de savoir si la date du 30 juin 2021 n'est pas trop éloignée pour être objectivement et raisonnablement justifiée. Il y a lieu de considérer que la fixation d'une date d'expiration du dispositif envisagé doit, à cet égard, nécessairement intégrer une dimension liée à l'aléa sachant que les dernières mesures prises au niveau du comité de concertation sont notamment justifiées par le fait qu'il est nécessaire de porter une attention particulière aux activités qui comportent un risque important de propagation du virus et de continuer à interdire celles qui, au vu de la situation actuelle, impliquent des contacts trop rapprochés entre les individus et/ou rassemblant un grand nombre de personnes et que l'analyse des courbes tant ascendantes que descendantes des contaminations et des hospitalisations voire des décès, montre que le processus s'étend sur de nombreux mois. Il s'ensuit que la date choisie est pertinente d'autant que le Gouvernement est habilité à mettre anticipativement un terme à l'application de ces arrêtés de pouvoirs spéciaux si la situation de crise sanitaire du COVID-19 le justifie.

Par ailleurs, le texte de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 48 prévoyait que : « La personne ou l'autorité à l'initiative de la révision diffuse l'avis dans deux journaux régionaux et un journal toute boîte couvrant la commune sur le territoire de laquelle la révision du plan de secteur est projetée. ». La diffusion de l'avis de réunion d'information préalable dans un journal toutes-boîtes imposée par cet arrêté n'est parfois pas possible car certains toutes-boîtes ne sont provisoirement plus distribués en raison de la baisse de l'activité commerciale et publicitaire en lien avec la pandémie. Il convient donc de donner la possibilité à la personne ou l'autorité à l'initiative de la révision du plan de secteur d'opter pour une autre diffusion, à savoir la publication de l'avis dans les pages locales d'un troisième journal régional couvrant la commune sur le territoire de laquelle la révision du plan de secteur est projetée, ou sur les sites Internet de chaque commune dans laquelle l'enquête publique est organisée et d'ajouter une publication sur son propre site Internet.

L'article 1^{er} procède à la modification de l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 45 du 11 juin 2020 organisant la participation du public en lieu et place de la réunion d'information préalable organisée pour certains projets visés dans le Livre I^{er} du Code de l'environnement en vue d'allonger sa période d'applicabilité jusqu'au 30 juin 2021.

La date du 19 juin 2020 correspond à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté de pouvoirs spéciaux n° 45.

L'article 2 procède à l'adaptation de l'article 11 du même arrêté en vue en vue d'allonger sa période d'applicabilité jusqu'au 30 juin 2021.

La date du 19 juin 2020 correspond à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté de pouvoirs spéciaux n° 45.

L'article 3 modifie l'article 3, § 3, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 48 du 11 juin 2020 organisant la participation du public en lieu et place de la réunion d'information préalable obligatoire pour certaines révisions du plan de secteur. L'adaptation permet d'obvier temporairement à l'absence de diffusion d'un journal toutes-boîtes imposée par cet arrêté en autorisant la personne ou l'autorité à l'initiative de la révision à diffuser l'avis, outre dans deux journaux régionaux couvrant la ou les communes sur le territoire desquelles la révision du plan de secteur est projetée, dans les pages locales d'un troisième journal régional couvrant ces communes, ou dans un journal toutes boîtes couvrant la ou les communes sur le territoire desquelles la révision du plan de secteur est projetée, ou sur les sites Internet de chaque communes dans laquelle l'enquête publique est organisée. Il lui est également imposé d'assurer la diffusion de l'avis sur son propre site Internet.

Cet article intègre la réponse à la remarque formulée par le Conseil d'Etat dans son avis précité en réglant l'application de l'arrêté de pouvoirs spéciaux n°48 dans l'hypothèse où la révision du plan de secteur est projetée sur le territoire de plusieurs communes et non d'une seule.

Les articles 4 et 5 procèdent à l'adaptation de l'arrêté de pouvoirs spéciaux n°48 afin d'allonger sa période d'applicabilité au 30 juin 2021.

La date du 29 juin 2020 correspond à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté de pouvoirs spéciaux n° 48.

L'article 6 modalise la faculté de mettre anticipativement fin à l'application de l'arrêté de pouvoirs spéciaux n° 48 pour autant que la situation de crise sanitaire du COVID-19 le justifie en adaptant la date au 30 juin 2021 alors qu'elle était initialement fixée au 31 décembre 2020.

L'article 7 procède à l'adaptation de l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 44 du 11 juin 2020 autorisant, à titre temporaire, la tenue de l'audition visée à l'article D.IV.66 du Code du développement territorial par vidéo-conférence en substituant la date du 30 juin 2021 à la date initialement prévue du 31 décembre 2020.

Les articles 8 et 9 procèdent à l'adaptation corrélative des articles 2 et 3 de l'arrêté de pouvoirs spéciaux n° 44.

En vertu de l'article 10, le présent arrêté entrera en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Conseil d'État section de législation

Avis 68.332/4 du 26 novembre 2020 sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n°... 'prolongeant l'application de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 45 du 11 juin 2020 organisant la participation du public en lieu et place de la réunion d'information préalable organisée pour certains projets visés dans le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 48 du 11 juin 2020 organisant la participation du public en lieu et place de la réunion d'information préalable obligatoire pour certaines révisions du plan de secteur, et de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 44 du 11 juin 2020 autorisant, à titre temporaire, la tenue de l'audition visée à l'article D.IV.66 du Code du développement territorial par vidéo-conférence, et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 48'

Le 20 novembre 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences de la Région wallonne à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n°... 'prolongeant l'application de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 45 du 11 juin 2020 organisant la participation du public en lieu et place de la réunion d'information préalable organisée pour certains projets visés dans le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 48 du 11 juin 2020 organisant la participation du public en lieu et place de la réunion d'information préalable obligatoire pour certaines révisions du plan de secteur, et de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 44 du 11 juin 2020 autorisant, à titre temporaire, la tenue de l'audition visée à l'article D.IV.66 du Code du développement territorial par vidéo-conférence, et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 48'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 26 novembre 2020. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Charles Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Benoît JADOT, premier auditeur chef de section.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 26 novembre 2020.

*

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« Vu l'urgence motivée par les mesures d'urgence adoptées par l'arrêté ministériel du 1^{er} novembre 2020 modifiant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 et par les considérants repris ci-dessous ;

Considérant la qualification de l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020 ;

Considérant que la situation épidémiologique actuelle se caractérise par un niveau d'alerte très élevé ; que le nombre de personnes contaminées par le COVID-19 est élevé et qu'il en résulte une indisponibilité d'une partie du personnel, soit malade, soit en isolement, soit en quarantaine ;

Considérant que la crise exceptionnelle liée au COVID-19 et les mesures qui ont été prises par le passé ou qui sont actuellement prises pour limiter la propagation du virus dans la population sont de nature à ralentir l'activité sur le territoire de la Région wallonne et sont susceptibles d'entraver le fonctionnement de certains services ou de certaines instances d'avis ; qu'il n'est pas exclu que ces mesures soient encore prolongées à l'avenir ;

Considérant, en particulier, que les mesures de confinement prises par tous les niveaux de pouvoir risquent de nuire à une participation du public efficace et étendue, tant dans le cadre des réunions imposées par le Code du développement territorial (notamment la réunion d'information préalable prévue pour certaines révisions du plan de secteur par l'article D.VIII.5, et, pour les recours, l'audition visée à l'article D.IV.66 du même Code), que dans le cadre de la réunion d'information préalable organisée pour certains projets visés dans le Livre I^{er} du Code de l'environnement ;

Considérant que les réunions physiques doivent être organisées dans le strict respect des normes de distanciation sociale mais que les rassemblements sont pour des raisons évidentes de santé publique, à éviter ; que certaines réunions d'information préalable sont susceptibles, en temps normal, d'intéresser et de drainer des dizaines, voire des centaines de personnes ;

Considérant de plus la réticence compréhensible, et même indiquée, qu'éprouvent certaines personnes à se déplacer dans les transports publics, et à être en contact avec d'autres personnes, par crainte du non-respect des mesures de sécurité ou même lorsque ces mesures de sécurité sont appliquées ; que cette réticence risque également d'avoir un impact négatif sur la participation du public aux réunions d'information préalables ; qu'il en est de même en ce qui concerne l'audition pour les recours prévue par le Code du développement territorial ;

Considérant que le citoyen ne doit pas être entravé ni dans l'exercice de ses droits ni dans l'accomplissement de ses obligations du fait des impacts de la crise sanitaire ; qu'il doit être en mesure de faire utilement et effectivement valoir ses droits dans le cadre des procédures participatives ou de recours ;

Considérant qu'il convient dès lors de prolonger l'application des arrêtés du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 44, n° 45 et n° 48 jusqu'au 30 juin 2021 ; que le Gouvernement sera habilité à réduire cette période pour autant que la situation sanitaire le justifie ;

Considérant de plus que la diffusion de l'avis dans un journal toutes boîtes imposée par l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 48 du 11 juin 2020 organisant la participation du public en lieu et place de la réunion d'information préalable obligatoire pour certaines révisions du plan de secteur, n'est parfois pas possible car certains toutes boîtes ne sont provisoirement plus distribués en raison de la baisse de l'activité commerciale et publicitaire en lien avec la pandémie ; qu'il convient de donner la possibilité à la personne ou l'autorité à l'initiative de la révision du plan de secteur d'opter pour une autre diffusion, à savoir la publication de l'avis dans les pages locales d'un journal régional couvrant la commune sur le territoire de laquelle la révision du plan de secteur est projetée, ou sur les sites Internet de chaque commune dans laquelle l'enquête publique est organisée ; que de plus l'avis sera publié sur le site internet de la personne ou de l'autorité à l'initiative de la révision du plan de secteur ».

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION GENERALE

Comme l'indique son intitulé, le projet tend à prolonger l'application de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 44 du 11 juin 2020 'autorisant, à titre temporaire, la tenue de l'audition visée à l'article D.IV.66 du Code du développement territorial par vidéo conférence', de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 45 du 11 juin 2020 'organisant la participation du public en lieu et place de la réunion d'information préalable organisée pour certains projets visés dans le livre 1^{er} du Code de l'Environnement', et de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 48 du 11 juin 2020 'organisant la participation du public en lieu et place de la réunion d'information préalable obligatoire pour certaines révisions du plan de secteur'.

Dans les avis qu'elle a donnés sur les projets devenus les arrêtés du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 45 et 48, la section de législation a estimé que le régime mis en place par ces arrêtés pouvait, dans son principe, être considéré comme faisant partie des mesures que le Gouvernement était habilité à prendre sur la base de l'article 1^{er}, § 1^{er}, du décret du 17 mars 2020 'octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19', à savoir « toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter toute situation qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie COVID-19 et de ses conséquences et qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave » (2).

L'article 1^{er}, § 1^{er}, du décret du 29 octobre 2020 'octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la COVID-19' donne au Gouvernement des pouvoirs dont l'objet et les limites sont identiques à ceux des pouvoirs que lui conférait l'article 1^{er}, § 1^{er}, du décret du 17 mars 2020.

Dans son principe, la prolongation de l'application des arrêtés du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 45 et 48 peut être considérée comme faisant partie des mesures que le Gouvernement est habilité à prendre sur la base de l'article 1^{er}, § 1^{er}, du décret du 29 octobre 2020.

Il en va de même de la prolongation de l'application de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 44.

Il est toutefois permis de se demander si la nouvelle échéance que fixe le projet pour déterminer la date ultime de l'application des arrêtés du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 44, 45 et 48, à savoir le 30 juin 2021, n'est pas trop éloignée pour pouvoir être considérée comme objectivement et raisonnablement justifiée au regard des limites – celles du « cadre strict de la pandémie COVID-19 et de ses conséquences » – auxquelles l'article 1^{er}, § 1^{er}, du décret du 29 octobre 2020 soumet la mise en œuvre des pouvoirs spéciaux qu'il attribue au Gouvernement.

Il convient à cet égard de relever que le dossier ne contient pas d'explication justifiant avec précision le choix de la date du 30 juin 2021.

Certes, les arrêtés du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 44, 45 et 48, tels qu'ils sont modifiés par le projet, sont appelés à contenir des dispositions dont il résulterait que, « [p]our autant que la situation de crise sanitaire du Covid 19 le justifie, le Gouvernement est habilité à limiter la possibilité d'appliquer » les procédures prévues par les arrêtés du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 44, 45 et 48 « en fixant une date antérieure au 30 juin 2021 » (2).

Toutefois, ces dispositions ne dispensent pas le Gouvernement de justifier le choix de la date du 30 juin 2021.

Le projet sera réexaminé et, le cas échéant, revu sur ce point.

OBSERVATIONS PARTICULIERESPREAMBULE

1. Le projet trouve son fondement dans l'article 1^{er}, § 1^{er}, du décret du 29 octobre 2020.

Il y a dès lors lieu de rédiger l'alinéa 1^{er} comme suit :

« Vu le décret du 29 octobre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la COVID-19, l'article 1^{er}, § 1^{er} ; ».

2. Le préambule sera complété pour viser le rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes, établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 'visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales'.

DISPOSITIFArticle 3

Le 1^o et le 2^o de la disposition par laquelle il est envisagé de remplacer l'article 3, § 3, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 48 seront revus pour tenir compte des hypothèses dans lesquelles la révision du plan de secteur est projetée sur le territoire de plusieurs communes, et non pas d'une seule commune.

En outre, au 2^o, les mots « dans laquelle l'enquête publique est organisée » seront remplacés par les mots « sur le territoire de laquelle la révision du plan de secteur est projetée ».

Le Greffier,
Charles Henri Van Hove
Le Président,
Martine Baguet

Notes

(1) Avis n° 67.524/4 donné le 9 juin 2020 sur le projet devenu l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 48, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67524.pdf>, et n° 67.526/4 donné le 9 juin 2020 sur le projet devenu l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 45, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67526.pdf>.

(2) Voir la modification qu'il est envisagé d'apporter à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 44, ainsi que les articles 10, alinéa 2, et 11, alinéa 2, en projet, de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 45, et l'article 7, en projet, de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 48.

10 DECEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 62 prolongeant l'application de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 45 du 11 juin 2020 organisant la participation du public en lieu et place de la réunion d'information préalable organisée pour certains projets visés dans le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 48 du 11 juin 2020 organisant la participation du public en lieu et place de la réunion d'information préalable obligatoire pour certaines révisions du plan de secteur, et de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 44 du 11 juin 2020 autorisant, à titre temporaire, la tenue de l'audition visée à l'article D.IV.66 du Code du développement territorial par vidéo-conférence, et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 48

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 29 octobre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la COVID-19, article 1^{er}, § 1^{er} ;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'environnement, tel que modifié ;

Vu le Code du Développement territorial, tel que modifié ;

Vu l'urgence motivée par les mesures d'urgence adoptées par l'arrêté ministériel du 1^{er} novembre 2020 modifiant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 et par les considérants repris ci-dessous ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 novembre 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 novembre 2020 ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes, établi le 20 novembre 2020 conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 'visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations Unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales' ;

Vu l'avis n° 68.332/4 du Conseil d'État, donné le 26 novembre 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant la qualification de l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020 ;

Considérant que la situation épidémiologique actuelle se caractérise par un niveau d'alerte très élevé ; que le nombre de personnes contaminées par le COVID-19 est élevé et qu'il en résulte une indisponibilité d'une partie du personnel, soit malade, soit en isolement, soit en quarantaine ;

Considérant que la crise exceptionnelle liée au COVID-19 et les mesures qui ont été prises par le passé ou qui sont actuellement prises pour limiter la propagation du virus dans la population sont de nature à ralentir l'activité sur le territoire de la Région wallonne et sont susceptibles d'entraver le fonctionnement de certains services ou de certaines instances d'avis ; qu'il n'est pas exclu que ces mesures soient encore prolongées à l'avenir ;

Considérant, en particulier, que les mesures de confinement prises par tous les niveaux de pouvoir risquent de nuire à une participation du public efficace et étendue, tant dans le cadre des réunions imposées par le Code du Développement territorial (notamment la réunion d'information préalable prévue pour certaines révisions du plan de secteur par l'article D.VIII.5, et, pour les recours, l'audition visée à l'article D.IV.66 du même code), que dans le cadre de la réunion d'information préalable organisée pour certains projets visés dans le Livre I^{er} du Code de l'environnement ;

Considérant que les réunions physiques doivent être organisées dans le strict respect des normes de distanciation sociale mais que les rassemblements sont pour des raisons évidentes de santé publique, à éviter ; que certaines réunions d'information préalable sont susceptibles, en temps normal, d'intéresser et de drainer des dizaines, voire des centaines de personnes ;

Considérant de plus la réticence compréhensible, et même indiquée, qu'éprouvent certaines personnes à se déplacer dans les transports publics, et à être en contact avec d'autres personnes, par crainte du non-respect des mesures de sécurité ou même lorsque ces mesures de sécurité sont appliquées ; que cette réticence risque également d'avoir un impact négatif sur la participation du public aux réunions d'information préalables ; qu'il en est de même en ce qui concerne l'audition pour les recours prévue par le Code du Développement territorial ;

Considérant que le citoyen ne doit pas être entravé ni dans l'exercice de ses droits ni dans l'accomplissement de ses obligations du fait des impacts de la crise sanitaire ; qu'il doit être en mesure de faire utilement et effectivement valoir ses droits dans le cadre des procédures participatives ou de recours ;

Considérant qu'il convient dès lors de prolonger l'application des arrêtés de pouvoirs spéciaux n° 44, n° 45 et n° 48 jusqu'au 30 juin 2021 ; que le Gouvernement sera habilité à réduire cette période pour autant que la situation sanitaire le justifie ;

Considérant que l'avis de la section législation du Conseil d'Etat stipule que : « Il est toutefois permis de se demander si la nouvelle échéance que fixe le projet pour déterminer la date ultime de l'application des arrêtés du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux nos 44, 45 et 48, à savoir le 30 juin 2021, n'est pas trop éloignée pour pouvoir être considérée comme objectivement et raisonnablement justifiée au regard des limites – celles du « cadre strict de la pandémie COVID-19 et de ses conséquences » – auxquelles l'article 1^{er}, § 1^{er}, du décret du 29 octobre 2020 soumet la mise en œuvre des pouvoirs spéciaux qu'il attribue au Gouvernement. » ; que selon l'OMS, l'impact des vaccins contre le COVID-19 dépendra de plusieurs facteurs, dont l'efficacité des vaccins, la rapidité avec laquelle ils seront approuvés, fabriqués et mis à disposition, et le nombre de personnes qui se feront vacciner ; qu'en Belgique, et d'après les renseignements disponibles à ce jour, il est probable qu'à la fin du second trimestre 2021, quatre millions de personnes faisant partie de groupes prioritaires se seront fait vacciner ; qu'il est totalement impossible de déterminer aujourd'hui si ce nombre sera suffisant pour arrêter la pandémie ; que la fixation d'une date d'expiration du dispositif envisagé doit donc nécessairement intégrer une dimension liée à l'aléa ; qu'à cet égard, il y a lieu de considérer que les dernières mesures prises au niveau du comité de concertation sont notamment justifiées par le fait qu'il est nécessaire de porter une attention particulière aux activités qui comportent un risque important de propagation du virus et de continuer à interdire celles qui, au vu de la situation actuelle, impliquent des contacts trop rapprochés entre les individus et/ou rassemblant un grand nombre de personnes ; que l'analyse des courbes tant ascendantes que descendantes des contaminations et des hospitalisations voire des décès, montre que le processus s'étend sur de nombreux mois ; qu'il s'ensuit que la date choisie est pertinente d'autant que le Gouvernement est habilité à mettre anticipativement un terme à l'application de ces arrêtés de pouvoirs spéciaux si la situation de crise sanitaire du COVID-19 le justifie ;

Considérant par ailleurs que la diffusion de l'avis dans un journal toutes boîtes imposée par l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 48 du 11 juin 2020 organisant la participation du public en lieu et place de la réunion d'information préalable obligatoire pour certaines révisions du plan de secteur, n'est parfois pas possible car certains toutes boîtes ne sont provisoirement plus distribués en raison de la baisse de l'activité commerciale et publicitaire en lien avec la pandémie ; qu'il convient de donner la possibilité à la personne ou l'autorité à l'initiative de la révision du plan de secteur d'opter pour une autre diffusion, à savoir la publication de l'avis dans les pages locales d'un journal régional ou d'un journal toutes boîtes couvrant chaque commune sur le territoire de laquelle la révision du plan de secteur est projetée, ou sur leurs sites Internet ; que de plus l'avis sera publié sur le site internet de la personne ou de l'autorité à l'initiative de la révision du plan de secteur ;

Considérant que l'article 2 du décret du 29 octobre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire COVID-19 permet l'adoption du présent arrêté sans que les avis et concertations légalement ou réglementairement requis soient préalablement recueillis ; que les circonstances sanitaires actuelles et la nécessité d'y apporter une réponse rapide justifient qu'il ne soit pas, en l'espèce, procédé aux consultations et concertations usuelles ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 45 du 11 juin 2020 organisant la participation du public en lieu et place de la réunion d'information préalable organisée pour certains projets visés dans le Livre I^{er} du Code de l'environnement est remplacé par ce qui suit : « Art. 10. Les articles 3 à 9 s'appliquent pour des procédures organisées à partir du 19 juin 2020, lorsque le demandeur a fait le choix d'appliquer cette procédure en vertu de l'article 2, et à la condition que la période de quinze jours pendant laquelle les observations et suggestions peuvent être envoyées soit terminée pour le 30 juin 2021 inclus.

Pour autant que la situation de crise sanitaire du COVID-19 le justifie, le Gouvernement est habilité à limiter la possibilité d'appliquer la procédure de participation du public visée dans le présent arrêté en fixant une date antérieure au 30 juin 2021. ».

Art. 2. L'article 11 du même arrêté est remplacé par ce qui suit : « Art. 11. La procédure de participation du public visée aux articles 3 à 9, organisée à partir du 19 juin 2020 et dont la période de quinze jours pendant laquelle les observations et suggestions peuvent être envoyées est terminée pour le 30 juin 2021 inclus, tient lieu de réunion d'information pour l'application des articles D.6, 18°, D.29-3, R.41-9, § 3, 1°, b, et R.56, et tient lieu de phase de consultation du public pour l'application de l'article D.77, alinéa 2, 6°, du Livre I^{er} du Code de l'environnement.

Pour autant que la situation de crise sanitaire du COVID-19 le justifie, le Gouvernement est habilité à limiter la possibilité d'appliquer la procédure de participation du public visée dans le présent arrêté en fixant une date antérieure au 30 juin 2021. ».

Art. 3. A l'article 3, § 3, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 48 du 11 juin 2020 organisant la participation du public en lieu et place de la réunion d'information préalable obligatoire pour certaines révisions du plan de secteur, la phrase « La personne ou l'autorité à l'initiative de la révision diffuse l'avis dans deux journaux régionaux et un journal toute boîte couvrant la commune sur le territoire de laquelle la révision du plan de secteur est projetée » est remplacée par ce qui suit : « La personne ou l'autorité à l'initiative de la révision diffuse l'avis :

1° dans deux journaux régionaux couvrant chacune des communes sur le territoire de laquelle la révision du plan de secteur est projetée ;

2° a) soit dans la ou les pages locales d'un troisième journal régional de façon à toucher chacune des communes sur le territoire de laquelle la révision du plan de secteur est projetée,

b) soit dans un ou des journaux toutes boîtes de façon à toucher chacune des communes sur le territoire de laquelle la révision du plan de secteur est projetée,

c) soit sur les sites Internet de chacune des communes sur le territoire de laquelle la révision du plan de secteur est projetée ;

3° sur son propre site Internet. ».

Art. 4. L'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 48 du 11 juin 2020 organisant la participation du public en lieu et place de la réunion d'information préalable obligatoire pour certaines révisions du plan de secteur est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. L'article 3 s'applique pour des procédures organisées à partir du 29 juin 2020, lorsque la personne ou l'autorité à l'initiative de la révision de plan de secteur a fait le choix d'appliquer cette procédure en vertu de l'article 1^{er}, et à la condition que la période de quinze jours pendant laquelle les observations et suggestions peuvent être envoyées soit terminée pour le 30 juin 2021 inclus. ».

Art. 5. L'article 5 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 5. La procédure de participation du public visée à l'article 3, organisée à partir du 29 juin 2020 et dont la période de quinze jours pendant laquelle les observations et suggestions peuvent être envoyées est terminée pour le 30 juin 2021 inclus, tient lieu de réunion d'information préalable pour l'application des articles D.II.47, § 1^{er}, alinéa 2, D.II.48, § 2, D.II.54, § 2, alinéa 5, 5°, et tient lieu de réunion d'information préalable pour l'application de l'article D.VIII.2, § 2, du Code du Développement territorial. ».

Art. 6. L'article 7 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 7. Pour autant que la situation de crise sanitaire du COVID-19 le justifie, le Gouvernement est habilité à limiter la possibilité d'appliquer la procédure de participation du public visée dans le présent arrêté en fixant une date antérieure au 30 juin 2021. ».

Art. 7. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 44 du 11 juin 2020 autorisant, à titre temporaire, la tenue de l'audition visée à l'article D.IV.66 du Code du développement territorial par vidéo-conférence, les termes « 31 décembre 2020 » sont remplacés par les termes « 30 juin 2021 ».

Art. 8. Dans l'article 2 du même arrêté, les termes « 30 novembre 2020 » sont remplacés par les termes « 31 mai 2021 ».

Art. 9. Dans l'article 3 du même arrêté, les termes « 31 décembre 2020 » sont remplacés par les termes « 30 juin 2021 ».

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 10 décembre 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,
de l'Agriculture et de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-Être animal,
C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2020/31718]

10. DEZEMBER 2020 — Sondervollmächtererlass der Wallonischen Regierung Nr. 62 zur Verlängerung der Anwendung des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 45 zur Organisation der Öffentlichkeitsbeteiligung anstelle der vorherigen Informationsveranstaltung, die für bestimmte in Buch I des Umweltgesetzbuches genannte Projekte organisiert wird, des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 48 vom 11. Juni 2020 zur Organisation der Beteiligung der Öffentlichkeit anstelle der vorherigen Informationsveranstaltung, die für bestimmte Revisionen des Sektorenplans vorgeschrieben ist, und des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 44 vom 11. Juni 2020, durch den zeitweilig erlaubt wird, die Anhörung im Sinne von Artikel D.IV.66 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung in der Form einer Videokonferenz abzuhalten, und zur Abänderung des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 48

Bericht an die Regierung

Betreff: COVID-19

Sondervollmächtererlass der Wallonischen Regierung Nr. 62 zur Verlängerung der Anwendung des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 45 zur Organisation der Öffentlichkeitsbeteiligung anstelle der vorherigen Informationsveranstaltung, die für bestimmte in Buch I des Umweltgesetzbuches genannte Projekte organisiert wird, des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 48 vom 11. Juni 2020 zur Organisation der Beteiligung der Öffentlichkeit anstelle der vorherigen Informationsveranstaltung, die für bestimmte Revisionen des Sektorenplans vorgeschrieben ist, und des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 44 vom 11. Juni 2020, durch den zeitweilig erlaubt wird, die Anhörung im Sinne von Artikel D.IV.66 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung in der Form einer Videokonferenz abzuhalten, und zur Abänderung des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 48

Zweite Lesung

Die derzeitige epidemiologische Situation ist durch eine sehr hohe Alarmstufe gekennzeichnet. Die Zahl der mit COVID-19 kontaminierten Personen ist hoch und infolgedessen ist ein Teil des Personals nicht verfügbar, da es entweder krank, in Isolation oder in Quarantäne ist. Es konnte durch diese Umstände auch zur Nichtverfügbarkeit eines Projektautors kommen.

Die außergewöhnliche Krise im Zusammenhang mit dem COVID-19 und die Maßnahmen, die in der Vergangenheit ergriffen wurden oder derzeit ergriffen werden, um die Ausbreitung des Virus in der Bevölkerung einzudämmen, können die Tätigkeit auf dem Gebiet der Wallonischen Region verlangsamen und den Betrieb bestimmter Dienste oder Beratungsstellen beeinträchtigen. Es ist nicht ausgeschlossen, dass diese Maßnahmen in Zukunft weiter verlängert werden.

Die von allen Machtebenen ergriffenen Ausgangsbeschränkungen können eine wirksame und umfassende Beteiligung der Öffentlichkeit behindern, und zwar sowohl in Bezug auf die vom Gesetzbuch über die räumliche Entwicklung vorgeschriebenen Versammlungen (insbesondere die in Artikel D.VIII.5 für bestimmte Revisionen des Sektorenplans vorgesehene vorherige Informationsveranstaltung und, bei Beschwerden in Sachen Genehmigungen oder Städtebaubescheinigungen Nr. 2, die in Artikel D.IV.66 vorgesehene Anhörung) als auch in Bezug auf die vorherige Informationsveranstaltung, die für bestimmte in Buch I des Umweltgesetzbuches genannte Projekte organisiert wird.

Physische Zusammenkünfte müssen unter strikter Einhaltung der Normen für die soziale Distanzierung organisiert werden und Versammlungen sind aus offensichtlichen Gründen der öffentlichen Gesundheit zu vermeiden. Zudem kann die verständliche und sogar empfohlene Zurückhaltung mancher Personen, mit öffentlichen Verkehrsmitteln zu reisen und mit anderen Menschen in Kontakt zu treten, aus Angst vor der Nichteinhaltung von Sicherheitsmaßnahmen oder selbst wenn solche Sicherheitsmaßnahmen angewandt werden, sich auch negativ auf die Beteiligung der Öffentlichkeit an vorherigen Informationsveranstaltungen und auf die Beteiligung an der Anhörung im Falle von Beschwerden im Zusammenhang mit Genehmigungen und Städtebaubescheinigungen Nr. 2 auswirken.

Der Bürger muss wegen der Auswirkungen der Gesundheitskrise weder bei der Ausübung seiner Rechte noch bei der Erfüllung seiner Pflichten behindert werden; er muss instande sein, seine Rechte zweckmäßig und effektiv im Rahmen der Beteiligungs- und Beschwerdeverfahren geltend zu machen.

Es wird daher vorgeschlagen, die Anwendung der Sondervollmächtererlasse Nr. 44, Nr. 45 und Nr.48 bis zum 30. Juni 2021 zu verlängern, wobei der Regierung die Möglichkeit gegeben wird, diesen Zeitraum zu verkürzen, sofern die Gesundheitslage dies rechtfertigt.

Die Präambel des Erlasses wurde angepasst, um auf die Bemerkung des Staatsrates zu reagieren, der sich nach dem Wortlaut seines Gutachtens Nr 68.332/4 vom 26. November 2020 die Frage stellte, ob das Datum vom 30. Juni 2021 nicht zu weit entfernt ist, um als objektiv und vernünftig gerechtfertigt angesehen zu werden. Es ist zu berücksichtigen, dass die Festlegung eines Auslaufdatums für das vorgeschlagene System in diesem Zusammenhang notwendigerweise eine Eventualitätsdimension enthalten muss, da die jüngsten Maßnahmen auf der Ebene des Konzertierungsausschusses insbesondere dadurch gerechtfertigt sind, dass es notwendig ist, den Tätigkeiten, die ein erhebliches Risiko der Verbreitung des Virus bergen, besondere Aufmerksamkeit zu widmen und diejenigen weiterhin zu verbieten, die angesichts der derzeitigen Situation zu enge Kontakte zwischen Einzelpersonen und/oder mit einer großen Anzahl von Personen voraussetzen, und dass die Analyse sowohl der ansteigenden als auch der abfallenden Kurve der Kontaminationen und der Krankenhausaufenthalte und sogar der Todesfälle zeigt, dass sich der Prozess über viele Monate erstreckt. Es folgt daraus, dass das gewählte Datum relevant ist, zumal die Regierung befugt ist, die Anwendung dieser Sondervollmächtererlasse vorzeitig zu beenden, wenn die Situation der Gesundheitskrise von COVID-19 dies rechtfertigt.

Zudem wird im Sondervollmächtererlass der Wallonischen Regierung Nr. 48 Folgendes vorgesehen: "La personne ou l'autorité à l'initiative de la révision diffuse l'avis dans deux journaux régionaux et un journal toute boîte couvrant la commune sur le territoire de laquelle la révision du plan de secteur est projetée.". Die durch diesen Erlass vorgeschriebene Veröffentlichung der Bekanntmachung über die vorherige Informationsveranstaltung in einer Reklamezeitung ist manchmal nicht möglich, da einige der Reklamezeitungen wegen des Rückgangs der Handels- und Werbetätigkeit im Zusammenhang mit der Pandemie vorübergehend nicht mehr verteilt werden. Der Person oder Behörde, die die Revision des Sektorenplans veranlasst, sollte somit die Möglichkeit gegeben werden, sich für eine andere Form der Verbreitung zu entscheiden, d.h. die Veröffentlichung der Bekanntmachung in den Lokalseiten einer dritten regionalen Zeitung, die die Gemeinde abdeckt, auf deren Gebiet die Revision des Sektorenplans geplant ist, oder auf den Websites jeder Gemeinde, in der die öffentliche Untersuchung organisiert wird, und eine Veröffentlichung auf ihrer eigenen Webseite hinzuzufügen.

In Artikel 1 wird der Artikel 10 des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 45 vom 11. Juni 2020 zur Organisation der Öffentlichkeitsbeteiligung anstelle der vorherigen Informationsveranstaltung, die für bestimmte in Buch I des Umweltgesetzbuches genannte Projekte organisiert wird, abgeändert, um seinen Anwendungszeitraum bis zum 30. Juni 2021 zu verlängern.

Das Datum vom 19. Juni 2020 entspricht dem Datum des Inkrafttretens des Sondervollmächtererlasses Nr. 45.

In Artikel 2 wird der Artikel 11 desselben Erlasses angepasst, um seinen Anwendungszeitraum bis zum 30. Juni 2021 zu verlängern.

Das Datum vom 19. Juni 2020 entspricht dem Datum des Inkrafttretens des Sondervollmächtererlasses Nr. 45.

In Artikel 3 wird der Artikel 3 § 3 Absatz 3 des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 48 vom 11. Juni 2020 zur Organisation der Beteiligung der Öffentlichkeit anstelle der vorherigen Informationsveranstaltung, die für bestimmte Revisionen des Sektorenplans vorgeschrieben ist, abgeändert. Die Anpassung ermöglicht es, das Fehlen der in diesem Erlass vorgeschriebenen Veröffentlichung in einer Reklamezeitung vorübergehend zu beheben, indem der Person oder Behörde, die die Revision veranlasst, erlaubt wird, die Bekanntmachung zusätzlich zu den zwei regionalen Zeitungen, die die Gemeinde oder die Gemeinden abdecken, auf deren Gebiet die Revision des Sektorenplans geplant ist, in den Lokalseiten einer dritten regionalen Zeitung, die diese Gemeinden abdeckt, oder in einer Reklamezeitung, die die Gemeinde oder die Gemeinden abdeckt, auf deren Gebiet die Revision des Sektorenplans geplant ist, oder auf den Websites aller Gemeinden, in denen die öffentliche Untersuchung organisiert wird, zu verbreiten. Es wird ihr ebenfalls vorgeschrieben, die Verbreitung der Bekanntmachung auf ihrer eigenen Webseite zu gewährleisten.

Dieser Artikel enthält die Antwort auf die Bemerkung des Staatsrates in seinem oben erwähnten Gutachten, indem er die Anwendung des Sondervollmächtererlasses Nr. 48 für den Fall regelt, dass die Revision des Sektorenplans auf dem Gebiet mehrerer Gemeinden und nicht nur einer geplant ist.

In den Artikeln 4 und 5 wird der Sondervollmächtererlass Nr. 48 angepasst, um seinen Anwendungszeitraum bis zum 30. Juni 2021 zu verlängern.

Das Datum vom 29. Juni 2020 entspricht dem Datum des Inkrafttretens des Sondervollmächtererlasses Nr. 48.

In Artikel 6 werden die Modalitäten für die Möglichkeit, die Anwendung des Sondervollmächtererlasses Nr. 48 vorzeitig zu beenden, soweit dies durch die COVID-19-Gesundheitskrise gerechtfertigt ist, festgelegt, indem das Datum auf den 30. Juni 2021 neu bestimmt wird, während es ursprünglich auf den 31. Dezember 2020 festgelegt war.

In Artikel 7 wird der Artikel 1 des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 44 vom 11. Juni 2020, durch den zeitweilig erlaubt wird, die Anhörung im Sinne von Artikel D.IV.66 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung in der Form einer Videokonferenz abzuhalten, angepasst, indem das ursprünglich vorgesehene Datum vom 31. Dezember 2020 durch den 30. Juni 2021 ersetzt wird.

In den Artikeln 8 und 9 werden die Artikel 2 und 3 des Sondervollmächtererlasses Nr. 44 entsprechend angepasst. Kraft Artikel 10 wird der vorliegende Erlass am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft treten.

Staatsrat Gesetzgebungsabteilung

Gutachten Nr. 68.332/4 vom 26. November 2020 über den Entwurf eines Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. ... zur Verlängerung der Anwendung des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 45 vom 11. Juni 2020 zur Organisation der Öffentlichkeitsbeteiligung anstelle der vorherigen Informationsveranstaltung, die für bestimmte in Buch I des Umweltgesetzbuches genannte Projekte organisiert wird, des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 48 vom 11. Juni 2020 zur Organisation der Beteiligung der Öffentlichkeit anstelle der vorherigen Informationsveranstaltung, die für bestimmte Revisionen des Sektorenplans vorgeschrieben ist, und des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 44 vom 11. Juni 2020, durch den zeitweilig erlaubt wird, die Anhörung im Sinne von Artikel D.IV.66 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung in der Form einer Videokonferenz abzuhalten, und zur Abänderung des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 48

Am 20. November wurde der Staatsrat, Gesetzgebungsabteilung, vom Vizepräsidenten und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren der Wallonischen Regierung aufgefordert, binnen einer Frist von fünf Werktagen ein Gutachten über den Entwurf eines Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. ... zur Verlängerung der Anwendung des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 45 vom 11. Juni 2020 zur Organisation der Öffentlichkeitsbeteiligung anstelle der vorherigen Informationsveranstaltung, die für bestimmte in Buch I des Umweltgesetzbuches genannte Projekte organisiert wird, des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 48 vom 11. Juni 2020 zur Organisation der Beteiligung der Öffentlichkeit anstelle der vorherigen Informationsveranstaltung, die für bestimmte Revisionen des Sektorenplans vorgeschrieben ist, und des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 44 vom 11. Juni 2020, durch den zeitweilig erlaubt wird, die Anhörung im Sinne von Artikel D.IV.66 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung in der Form einer Videokonferenz abzuhalten, und zur Abänderung des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 48 zu übermitteln.

Der Entwurf wurde am 26. November 2020 von der vierten Kammer untersucht. Die Kammer hatte folgende Zusammensetzung: Martine BAGUET, Kammervorsitzende, Luc CAMBIER und Bernard BLERO, Staatsräte, und Charles-Henri VAN HOVE, beigeordneter Greffier.

Der Bericht wurde von Herrn Benoît JADOT, erster Auditor-Abteilungsleiter, vorgelegt.

Das Gutachten, dessen Wortlaut nachstehend angeführt wird, wurde am 26. November 2020 abgegeben.

*

Gemäß Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat müssen in dem Begutachtungsantrag insbesondere die Gründe angegeben werden, die dessen Dringlichkeit rechtfertigen.

Das Schreiben hat den folgenden Wortlaut:

"Aufgrund der Dringlichkeit, begründet durch die Dringlichkeitsmaßnahmen kraft des Ministeriellen Erlasses vom 1. November 2020 zur Abänderung des Ministeriellen Erlasses vom 28. Oktober 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19, und durch die nachstehend erörterten Erwägungsgründe;

In der Erwägung, dass die Weltgesundheitsorganisation das COVID-19 am 11. März 2020 als Pandemie bezeichnet hat;

In der Erwägung, dass die derzeitige epidemiologische Situation durch eine sehr hohe Alarmstufe gekennzeichnet ist; dass die Zahl der mit COVID-19 kontaminierten Personen hoch ist und dass infolgedessen ein Teil des Personals nicht verfügbar ist, da es entweder krank, in Isolation oder in Quarantäne ist;

In der Erwägung, dass die außergewöhnliche Krise im Zusammenhang mit dem COVID-19 und die Maßnahmen, die in der Vergangenheit ergriffen wurden oder derzeit ergriffen werden, um die Ausbreitung des Virus in der Bevölkerung einzudämmen, die Tätigkeit auf dem Gebiet der Wallonischen Region verlangsamen und den Betrieb bestimmter Dienste oder Beratungsstellen beeinträchtigen können; dass es nicht ausgeschlossen ist, dass diese Maßnahmen in Zukunft weiter verlängert werden;

In der Erwägung insbesondere, dass die von allen Machtebenen ergriffenen Ausgangsbeschränkungen eine wirksame und umfassende Beteiligung der Öffentlichkeit behindern können, und zwar sowohl in Bezug auf die vom Gesetzbuch über die räumliche Entwicklung vorgeschriebenen Versammlungen (insbesondere die in Artikel D.VIII.5 für bestimmte Revisionen des Sektorenplans vorgesehene vorherige Informationsveranstaltung und bei Beschwerden die in Artikel D.IV.66 desselben Gesetzbuchs vorgesehene Anhörung) als auch in Bezug auf die vorherige Informationsveranstaltung, die für bestimmte in Buch I des Umweltgesetzbuches genannte Projekte organisiert wird;

In der Erwägung, dass physische Zusammenkünfte unter strikter Einhaltung der Normen für die soziale Distanzierung organisiert werden müssen; dass Versammlungen jedoch aus offensichtlichen Gründen der öffentlichen Gesundheit zu vermeiden sind; dass bestimmte vorherige Informationsveranstaltungen in normalen Zeiten Dutzende, ja sogar Hunderte von Menschen interessieren und zusammenbringen können;

In Erwägung der verständlichen und sogar empfohlenen Zurückhaltung mancher Personen, mit öffentlichen Verkehrsmitteln zu reisen und mit anderen Menschen in Kontakt zu treten, aus Angst vor der Nichteinhaltung von Sicherheitsmaßnahmen oder selbst wenn solche Sicherheitsmaßnahmen angewandt werden; dass sich diese Zurückhaltung auch negativ auf die Beteiligung der Öffentlichkeit an vorherigen Informationsveranstaltungen auswirken kann; dass dasselbe für die im Gesetzbuch über die räumliche Entwicklung vorgesehene Anhörung im Falle von Beschwerden gilt;

In der Erwägung, dass der Bürger wegen der Auswirkungen der Gesundheitskrise weder bei der Ausübung seiner Rechte noch bei der Erfüllung seiner Pflichten behindert sein muss; dass er imstande sein muss, seine Rechte zweckmäßig und effektiv im Rahmen der Beteiligungs- und Beschwerdeverfahren geltend zu machen;

In der Erwägung, dass die Anwendung der Sondervollmächtererlasse Nr. 44, Nr. 45 und Nr. 48 bis zum 30. Juni 2021 daher verlängert werden sollte; dass die Regierung ermächtigt sein wird, diesen Zeitraum zu verkürzen, sofern die Gesundheitslage dies rechtfertigt;

In der Erwägung darüber hinaus, dass die durch den Erlass der wallonischen Regierung Nr. 48 vom 11. Juni 2020 zur Organisation der Beteiligung der Öffentlichkeit anstelle der vorherigen Informationsveranstaltung, die für bestimmte Revisionen des Sektorenplans vorgeschrieben ist, auferlegte Veröffentlichung der Bekanntmachung in einer Reklamezeitung manchmal nicht möglich ist, da einige der Reklamezeitungen wegen des Rückgangs der Handels- und Werbetätigkeit im Zusammenhang mit der Pandemie vorübergehend nicht mehr verteilt werden; dass der Person oder Behörde, die die Revision des Sektorenplans veranlasst, die Möglichkeit gegeben werden sollte, sich für eine andere Form der Verbreitung zu entscheiden, d.h. die Veröffentlichung der Bekanntmachung in den Lokalseiten einer regionalen Zeitung, die die Gemeinde abdeckt, auf deren Gebiet die Revision des Sektorenplans geplant ist, oder auf den Websites aller Gemeinden, in denen die öffentliche Untersuchung organisiert wird; dass die Bekanntmachung außerdem auf der Website der Person oder Behörde, die die Revision des Sektorenplans veranlasst, veröffentlicht werden wird“.

Da der Begutachtungsantrag auf der Grundlage von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze „über den Staatsrat“ eingereicht wurde, beschränkt die Gesetzgebungsabteilung ihre Prüfung auf die rechtliche Grundlage des Entwurfs, auf die Befugnis des erlassenden Organs sowie auf die Erfüllung der vorherigen Formalitäten gemäß Artikel 84 § 3 der vorgenannten koordinierten Gesetze.

Zu diesen drei Punkten gibt der Entwurf Anlass zu folgenden Bemerkungen.

ALLGEMEINE BEMERKUNG

Wie in seiner Überschrift angegeben, zielt der Entwurf darauf ab, die Anwendung des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 44 vom 11. Juni 2020, 'durch den zeitweilig erlaubt wird, die Anhörung im Sinne von Artikel D.IV.66 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung in der Form einer Videokonferenz abzuhalten', des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 45 vom 11. Juni 2020 'zur Organisation der Öffentlichkeitsbeteiligung anstelle der vorherigen Informationsveranstaltung, die für bestimmte in Buch I des Umweltgesetzbuches genannte Projekte organisiert wird' und des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 48 vom 11. Juni 2020 'zur Organisation der Beteiligung der Öffentlichkeit anstelle der vorherigen Informationsveranstaltung, die für bestimmte Revisionen des Sektorenplans vorgeschrieben ist' zu verlängern.

In den Gutachten, die sie über die zu den Sondervollmächtererlassen der Wallonischen Regierung Nr. 45 und 48 gewordenen Entwürfe abgegeben hat, war die Gesetzgebungsabteilung der Ansicht, dass das durch diese Erlasse eingeführte System in seinem Prinzip als Teil der Maßnahmen angesehen werden konnte, welche die Regierung auf der Grundlage von Artikel 1 § 1 des Dekrets vom 17. März 2020 zu ergreifen befugt ist, nämlich "im strengen Rahmen der COVID-19-Pandemie und ihrer Folgen alle nützlichen Maßnahmen [...], um jede Situation zu verhindern und zu bewältigen, die ein Problem darstellt und die dringend behandelt werden muss, wenn andernfalls eine ernsthafte Gefahr bestehen würde"(1)

Artikel 1 § 1 des Dekrets vom 29. Oktober 2020 'zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung zur Bewältigung der zweiten Welle der Gesundheitskrise des COVID-19' räumt der Regierung Befugnisse ein, deren Zweck und Grenzen die gleichen sind wie die der ihr durch Artikel 1 § 1 des Dekrets vom 17. März 2020 übertragenen Befugnisse.

In ihrem Prinzip kann die Verlängerung der Anwendung der Sondervollmächtererlasse der Wallonischen Regierung Nr. 45 und 48 als Teil der Maßnahmen angesehen werden, welche die Regierung auf der Grundlage von Artikel 1 § 1 des Dekrets vom 29. Oktober 2020 zu ergreifen befugt ist.

Dies gilt auch für die Verlängerung der Anwendung des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 44.

Es stellt sich jedoch die Frage, ob der neue Stichtag, den das Projekt für die Festlegung des Endtermins für die Anwendung der Sondervollmächtererlasse der Wallonischen Regierung Nr. 44, Nr. 45 und Nr. 48 vorsieht, nämlich der 30. Juni 2021, nicht zu weit entfernt ist, um angesichts der Grenzen (die des "strengen Rahmens der Covid-19-Pandemie und ihrer Folgen"), die Artikel 1 § 1 des Dekrets vom 29. Oktober 2020 für die Umsetzung der Sonderbefugnisse festlegt, die es der Regierung einräumt, als objektiv und vernünftig gerechtfertigt angesehen zu werden.

In diesem Zusammenhang sei darauf hingewiesen, dass die Akte keine Erklärung enthält, die die Wahl des Datums 30. Juni 2021 genau rechtfertigt.

Zwar sollen die Sondervollmächtererlasse der Wallonischen Regierung Nr. 44, Nr. 45 und Nr. 48, so wie sie durch den Entwurf abgeändert werden, Bestimmungen enthalten, aus denen sich ergeben würde, dass "(s)oweit dies durch die COVID-19-Gesundheitskrise gerechtfertigt ist, die Regierung befugt ist, die Möglichkeit der Anwendung" der in den Sondervollmächtererlassen der Wallonischen Regierung Nr. 44, Nr. 45 und Nr. 48 vorgesehenen Verfahren einzuschränken, indem sie ein früheres Datum als den 30. Juni 2021 festlegt"(2).

Diese Bestimmungen befreien die Regierung jedoch nicht davon, die Wahl des Datums 30. Juni 2021 zu rechtfertigen.

Der Entwurf wird neu geprüft und gegebenenfalls diesbezüglich überarbeitet werden.

BESONDERE BEMERKUNGEN

PRÄAMBEL

1. Der Entwurf stützt sich auf Artikel 1 § 1 des Dekrets vom 29. Oktober 2020.

Dementsprechend sollte der 1. Absatz wie folgt verfasst werden:

"Aufgrund des Dekrets vom 29. Oktober 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung zur Bewältigung der zweiten Welle der Gesundheitskrise des Covid-19, Artikel 1 § 1;"

2. Die Präambel ist um einen Bezugsvermerk auf den in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 1914 erstellten Bericht 'zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben' über die Beurteilung der Auswirkungen des Projekts auf die jeweilige Situation der Männer und Frauen zu ergänzen.

VERFÜGENDER TEILArtikel 3

Die Ziffern 1 und 2 der Bestimmung, in der vorgesehen wird, Artikel 3 § 3 Absatz 3 des Sondervollmächterlasses der Wallonischen Regierung Nr. 48 zu ersetzen, sind zu überarbeiten, um den Fällen Rechnung zu tragen, in denen die Revision des Sektorenplans auf dem Gebiet von mehreren Gemeinden, und nicht einer einzigen Gemeinde, geplant ist.

Außerdem ist in Ziffer 2 die Wortfolge "dans laquelle l'enquête publique est organisée" durch die Wortfolge "sur le territoire de laquelle la révision du plan de secteur est projetée" zu ersetzen.

Der Greffier
Charles Henri Van Hove
Die Vorsitzende
Martine Baguet

Fußnoten

(1) Am 9. Juni 2020 abgegebenes Gutachten Nr. 67.524/4 über den zum Sondervollmächterlass der Wallonischen Regierung Nr. 48 gewordenen Entwurf, , <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67524.pdf>, und am 9. Juni 2020 abgegebenes Gutachten Nr. 67.526/4 über den zum Sondervollmächterlass der Wallonischen Regierung Nr. 45 gewordenen Entwurf, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67526.pdf>

(2) Siehe die geplante Abänderung von Artikel 3 des Sondervollmächterlasses der Wallonischen Regierung Nr. 44, sowie die im Entwurf befindlichen Artikel 10 Absatz 2 und 11 des Sondervollmächterlasses der Wallonischen Regierung Nr. 45 und den im Entwurf befindlichen Artikel 7 des Sondervollmächterlasses der Wallonischen Regierung Nr. 48.

10. DEZEMBER 2020 — Sondervollmächterlass der Wallonischen Regierung Nr. 62 zur Verlängerung der Anwendung des Sondervollmächterlasses der Wallonischen Regierung Nr. 45 zur Organisation der Öffentlichkeitsbeteiligung anstelle der vorherigen Informationsveranstaltung, die für bestimmte in Buch I des Umweltgesetzbuches genannte Projekte organisiert wird, des Sondervollmächterlasses der Wallonischen Regierung Nr. 48 vom 11. Juni 2020 zur Organisation der Beteiligung der Öffentlichkeit anstelle der vorherigen Informationsveranstaltung, die für bestimmte Revisionen des Sektorenplans vorgeschrieben ist, und des Sondervollmächterlasses der Wallonischen Regierung Nr. 44 vom 11. Juni 2020, durch den zeitweilig erlaubt wird, die Anhörung im Sinne von Artikel D.IV.66 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung in der Form einer Videokonferenz abzuhalten, und zur Abänderung des Sondervollmächterlasses der Wallonischen Regierung Nr. 48

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 29. Oktober 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung zur Bewältigung der zweiten Welle der Gesundheitskrise des Covid-19, Artikel 1 § 1;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches in seiner zuletzt abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung in seiner zuletzt abgeänderten Fassung;

Aufgrund der Dringlichkeit, begründet durch die Dringlichkeitsmaßnahmen kraft des Ministeriellen Erlasses vom 1. November 2020 zur Abänderung des Ministeriellen Erlasses vom 28. Oktober 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19, und durch die nachstehend erörterten Erwägungsgründe;

Aufgrund der am 12. November 2020 abgegebenen Stellungnahme der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 19. November 2020 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts zur Beurteilung der Auswirkungen des Projekts auf die jeweilige Situation der Männer und Frauen, der am 20. November 2020 in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund des am 26. November 2020 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 68.332/4;

In der Erwägung, dass die Weltgesundheitsorganisation das COVID-19 am 11. März 2020 als Pandemie bezeichnet hat;

In der Erwägung, dass die derzeitige epidemiologische Situation durch eine sehr hohe Alarmstufe gekennzeichnet ist; dass die Zahl der mit COVID-19 kontaminierten Personen hoch ist und dass infolgedessen ein Teil des Personals nicht verfügbar ist, da es entweder krank, in Isolation oder in Quarantäne ist;

In der Erwägung, dass die außergewöhnliche Krise im Zusammenhang mit dem COVID-19 und die Maßnahmen, die in der Vergangenheit ergriffen wurden oder derzeit ergriffen werden, um die Ausbreitung des Virus in der Bevölkerung einzudämmen, die Tätigkeit auf dem Gebiet der Wallonischen Region verlangsamen und den Betrieb bestimmter Dienste oder Beratungsstellen beeinträchtigen können; dass es nicht ausgeschlossen ist, dass diese Maßnahmen in Zukunft weiter verlängert werden;

In der Erwägung insbesondere, dass die von allen Machtebenen ergriffenen Ausgangsbeschränkungen eine wirksame und umfassende Beteiligung der Öffentlichkeit behindern können, und zwar sowohl in Bezug auf die vom Gesetzbuch über die räumliche Entwicklung vorgeschriebenen Versammlungen (insbesondere die in Artikel D.VIII.5 für bestimmte Revisionen des Sektorenplans vorgesehene vorherige Informationsveranstaltung und bei Beschwerden die in Artikel D.IV.66 desselben Gesetzbuchs vorgesehene Anhörung) als auch in Bezug auf die vorherige Informationsveranstaltung, die für bestimmte in Buch I des Umweltgesetzbuches genannte Projekte organisiert wird;

In der Erwägung, dass physische Zusammenkünfte unter strikter Einhaltung der Normen für die soziale Distanzierung organisiert werden müssen; dass Versammlungen jedoch aus offensichtlichen Gründen der öffentlichen Gesundheit zu vermeiden sind; dass bestimmte vorherige Informationsveranstaltungen in normalen Zeiten Dutzende, ja sogar Hunderte von Menschen interessieren und zusammenbringen können;

In Erwägung der verständlichen und sogar empfohlenen Zurückhaltung mancher Personen, mit öffentlichen Verkehrsmitteln zu reisen und mit anderen Menschen in Kontakt zu treten, aus Angst vor der Nichteinhaltung von Sicherheitsmaßnahmen oder selbst wenn solche Sicherheitsmaßnahmen angewandt werden; dass sich diese Zurückhaltung auch negativ auf die Beteiligung der Öffentlichkeit an vorherigen Informationsveranstaltungen auswirken kann; dass dasselbe für die im Gesetzbuch über die räumliche Entwicklung vorgesehene Anhörung im Falle von Beschwerden gilt;

In der Erwägung, dass der Bürger wegen der Auswirkungen der Gesundheitskrise weder bei der Ausübung seiner Rechte noch bei der Erfüllung seiner Pflichten behindert werden muss; dass er instande sein muss, seine Rechte zweckmäßig und effektiv im Rahmen der Beteiligungs- und Beschwerdeverfahren geltend zu machen;

In der Erwägung, dass die Anwendung der Sondervollmächtererlasse Nr. 44, Nr. 45 und Nr. 48 daher bis zum 30. Juni 2021 verlängert werden sollte; dass die Regierung ermächtigt sein wird, diesen Zeitraum zu verkürzen, sofern die Gesundheitslage dies rechtfertigt;

In der Erwägung, dass im Gutachten der Abteilung Gesetzgebung des Staatsrates Folgendes steht: "Es stellt sich jedoch die Frage, ob der neue Stichtag, den das Projekt für die Festlegung des Endtermins für die Anwendung der Sondervollmächtererlasse der Wallonischen Regierung Nr. 44, Nr. 45 und Nr. 48 vorsieht, nämlich der 30. Juni 2021, nicht zu weit entfernt ist, um angesichts der Grenzen (die des "strengen Rahmens der Covid-19-Pandemie und ihrer Folgen"), die Artikel 1 § 1 des Dekrets vom 29. Oktober 2020 für die Umsetzung der Sonderbefugnisse festlegt, die es der Regierung einräumt, als objektiv und vernünftig gerechtfertigt angesehen zu werden." ; dass laut der WHO die Wirkung von Impfstoffen gegen COVID-19 von mehreren Faktoren abhängen wird, worunter die Wirksamkeit der Impfstoffe, die Geschwindigkeit, mit der sie zugelassen, hergestellt und verfügbar gemacht werden, und die Anzahl der Menschen, die geimpft werden; dass in Belgien nach den bisher vorliegenden Informationen bis zum Ende des zweiten Quartals 2021 wahrscheinlich vier Millionen Menschen in prioritären Gruppen geimpft sein werden; dass es heute völlig unmöglich ist, zu bestimmen, ob diese Zahl ausreichen wird, um die Pandemie zu stoppen; dass die Festlegung eines Auslaufdatums für das vorgeschlagene System daher notwendigerweise eine Eventualitätsdimension enthalten muss; in diesem Zusammenhang ist zu berücksichtigen, dass die jüngsten Maßnahmen auf der Ebene des Konzertierungsausschusses insbesondere dadurch gerechtfertigt sind, dass es notwendig ist, den Tätigkeiten, die ein erhebliches Risiko der Verbreitung des Virus bergen, besondere Aufmerksamkeit zu widmen und diejenigen weiterhin zu verbieten, die angesichts der derzeitigen Situation zu enge Kontakte zwischen Einzelpersonen und/oder mit einer großen Anzahl von Personen voraussetzen ; dass die Analyse sowohl der ansteigenden als auch der abfallenden Kurve der Kontaminationen und der Krankenhausaufenthalte und sogar der Todesfälle zeigt, dass sich der Prozess über viele Monate erstreckt; dass daraus folgt, dass das gewählte Datum relevant ist, zumal die Regierung befugt ist, die Anwendung dieser Sondervollmächtererlasse vorzeitig zu beenden, wenn die Situation der Gesundheitskrise von COVID-19 dies rechtfertigt;

In der Erwägung darüber hinaus, dass die durch den Erlass der wallonischen Regierung Nr. 48 vom 11. Juni 2020 zur Organisation der Beteiligung der Öffentlichkeit anstelle der vorherigen Informationsveranstaltung, die für bestimmte Revisionen des Sektorenplans vorgeschrieben ist, auferlegte Veröffentlichung der Bekanntmachung in einer Reklamezeitung manchmal nicht möglich ist, da einige der Reklamezeitungen wegen des Rückgangs der Handels- und Werbetätigkeit im Zusammenhang mit der Pandemie vorübergehend nicht mehr verteilt werden; dass der Person oder Behörde, die die Revision des Sektorenplans veranlasst, die Möglichkeit gegeben werden sollte, sich für eine andere Form der Veröffentlichung zu entscheiden, d.h. die Veröffentlichung der Bekanntmachung in den Lokalseiten einer regionalen Zeitung oder einer Reklamezeitung, die alle Gemeinden abdeckt, auf deren Gebiet die Revision des Sektorenplans geplant ist, oder auf deren Websites; dass die Bekanntmachung außerdem auf der Website der Person oder Behörde, die die Revision des Sektorenplans veranlasst, veröffentlicht werden wird;

In der Erwägung, dass Artikel 2 des Dekrets vom 29. Oktober 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung zur Bewältigung der zweiten Welle der Gesundheitskrise des Covid-19 die Verabschiedung des vorliegenden Erlasses erlaubt, ohne zuvor die gesetzlich oder ordnungsrechtlich vorgeschriebenen Stellungnahmen und Konsultationen einzuholen; dass die aktuellen gesundheitlichen Umstände und die Notwendigkeit einer schnellen Reaktion es rechtfertigen, in diesem Fall nicht mit den üblichen Konsultationen und Anhörungen fortzufahren;

Nach Beratung,
Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 10 des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 45 vom 11. Juni 2020 zur Organisation der Öffentlichkeitsbeteiligung anstelle der vorherigen Informationsveranstaltung, die für bestimmte in Buch I des Umweltgesetzbuches genannte Projekte organisiert wird, wird durch Folgendes ersetzt: "Art. 10 - Die Artikel 3 bis 9 gelten für Verfahren, die ab dem 19. Juni 2020 organisiert werden, wenn der Antragsteller sich für die Anwendung dieses Verfahrens gemäß Artikel 2 entschieden hat und sofern der Zeitraum von fünfzehn Tagen, in dem die Bemerkungen und Anregungen übermittelt werden können, bis einschließlich 30. Juni 2021 abgeschlossen ist.

Soweit dies durch die COVID-19-Gesundheitskrise gerechtfertigt ist, ist die Regierung befugt, die Möglichkeit der Anwendung des in diesem Erlass angeführten Verfahrens der Öffentlichkeitsbeteiligung einzuschränken, indem sie ein früheres Datum als den 30. Juni 2021 festlegt."

Art. 2 - Artikel 11 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt: "Art. 11 - Das in den Artikeln 3 bis 9 genannte Verfahren zur Beteiligung der Öffentlichkeit, das ab dem 19. Juni 2020 organisiert wird und bei dem der fünfzehntägige Zeitraum für die Übermittlung von Bemerkungen und Anregungen bis einschließlich 30. Juni 2021 abgeschlossen ist, gilt als Informationsveranstaltung zwecks der Anwendung der Artikel D.6 Ziffer 18, D.29-3, R.41-9 § 3 Ziffer 1 Buchstabe b und R.56 und als Phase der Öffentlichkeitsbefragung für die Anwendung von Artikel D.77 Absatz 2 Ziffer 6 des Buches I des Umweltgesetzbuches.

Soweit dies durch die COVID-19-Gesundheitskrise gerechtfertigt ist, ist die Regierung befugt, die Möglichkeit der Anwendung des in diesem Erlass angeführten Verfahrens der Öffentlichkeitsbeteiligung einzuschränken, indem sie ein früheres Datum als den 30. Juni 2021 festlegt."

Art. 3 - In Artikel 3 § 3 Absatz 3 des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 48 vom 11. Juni 2020 zur Organisation der Beteiligung der Öffentlichkeit anstelle der vorherigen Informationsveranstaltung, die für bestimmte Revisionen des Sektorenplans vorgeschrieben ist, wird in der französischen Fassung der Satz "La personne ou l'autorité à l'initiative de la révision diffuse l'avis dans deux journaux régionaux et un journal toute boîte couvrant la commune sur le territoire de laquelle la révision du plan de secteur est projetée" durch Folgendes ersetzt: "La personne ou l'autorité à l'initiative de la révision diffuse l'avis :

1° dans deux journaux régionaux couvrant chacune des communes sur le territoire de laquelle la révision du plan de secteur est projetée ;

2° a) soit dans la ou les pages locales d'un troisième journal régional de façon à toucher chacune des communes sur le territoire de laquelle la révision du plan de secteur est projetée,

b) soit dans un ou des journaux toutes boîtes de façon à toucher chacune des communes sur le territoire de laquelle la révision du plan de secteur est projetée,

c) soit sur les sites Internet de chacune des communes sur le territoire de laquelle la révision du plan de secteur est projetée ;

3° sur son propre site Internet.”.

Art. 4 - Artikel 4 des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 48 vom 11. Juni 2020 zur Organisation der Beteiligung der Öffentlichkeit anstelle der vorherigen Informationsveranstaltung, die für bestimmte Revisionen des Sektorenplans vorgeschrieben ist, wird in der französischen Fassung durch Folgendes ersetzt:

“Art. 4. L'article 3 s'applique pour des procédures organisées à partir du 29 juin 2020, lorsque la personne ou l'autorité à l'initiative de la révision de plan de secteur a fait le choix d'appliquer cette procédure en vertu de l'article 1^{er}, et à la condition que la période de quinze jours pendant laquelle les observations et suggestions peuvent être envoyées soit terminée pour le 30 juin 2021 inclus.”.

Art. 5 - Artikel 5 desselben Erlasses wird in der französischen Fassung durch Folgendes ersetzt:

“Art. 5. La procédure de participation du public visée à l'article 3, organisée à partir du 29 juin 2020 et dont la période de quinze jours pendant laquelle les observations et suggestions peuvent être envoyées est terminée pour le 30 juin 2021 inclus, tient lieu de réunion d'information préalable pour l'application des articles D.II.47, § 1^{er}, alinéa 2, D.II.48, § 2, D.II.54, § 2, alinéa 5, 5°, et tient lieu de réunion d'information préalable pour l'application de l'article D.VIII.2, § 2, du Code du Développement territorial.”.

Art. 6 - Artikel 7 desselben Erlasses wird in der französischen Fassung durch Folgendes ersetzt:

“Art. 7. Pour autant que la situation de crise sanitaire du COVID-19 le justifie, le Gouvernement est habilité à limiter la possibilité d'appliquer la procédure de participation du public visée dans le présent arrêté en fixant une date antérieure au 30 juin 2021.”.

Art. 7 - In Artikel 1 des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 44 vom 11. Juni 2020, durch den zeitweilig erlaubt wird, die Anhörung im Sinne von Artikel D.IV.66 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung in der Form einer Videokonferenz abzuhalten, wird in der französischen Fassung die Wortfolge “31 décembre 2020” durch die Wortfolge “30 juin 2021” ersetzt.

Art. 8 - In Artikel 2 desselben Erlasses wird in der französischen Fassung die Wortfolge “30 novembre 2020” durch die Wortfolge “31 mai 2021” ersetzt.

Art. 9 - In Artikel 3 desselben Erlasses wird in der französischen Fassung die Wortfolge “31 décembre 2020” durch die Wortfolge “30 juin 2021” ersetzt.

Art. 10 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft.

Namur, den 10. Dezember 2020

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation,
digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/31718]

10 DECEMBER 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 62 tot verlenging van de toepassing van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 45 van 11 juni 2020 houdende organisatie van de inspraak van het publiek in plaats van de voorafgaandelijke informatievergadering georganiseerd voor bepaalde projecten bedoeld in Boek I van het Milieuwetboek, van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 48 van 11 juni 2020 houdende organisatie van de inspraak van het publiek in plaats van de verplichte voorafgaande informatievergadering georganiseerd voor bepaalde herzieningen van het gewestplan, en van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 44 van 11 juni 2020 waarbij het houden van de hoorzitting bedoeld in artikel D.IV.66 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling tijdelijk wordt toegestaan via videoconferentie, en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 48

Verslag aan de Regering

Betreft : COVID-19

Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 62 tot verlenging van de toepassing van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 45 van 11 juni 2020 houdende organisatie van de inspraak van het publiek in plaats van de voorafgaandelijke informatievergadering georganiseerd voor bepaalde projecten bedoeld in Boek I van het Milieuwetboek, van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 48 van 11 juni 2020 houdende organisatie van de inspraak van het publiek in plaats van de verplichte voorafgaande informatievergadering georganiseerd voor bepaalde herzieningen van het gewestplan, en van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 44 van 11 juni 2020 waarbij het houden van de hoorzitting bedoeld in artikel D.IV.66 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling tijdelijk wordt toegestaan via videoconferentie, en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 48

Tweede lezing

De huidige epidemiologische situatie wordt gekenmerkt door een zeer hoog dreigingsniveau. Het aantal met COVID-19 besmette personen is hoog en als gevolg daarvan is een deel van het personeel niet beschikbaar, hetzij ziek, hetzij in afzondering of in quarantaine; Het niet beschikbaar zijn van een projectontwerper kan ook door deze omstandigheden zijn ontstaan.

De uitzonderlijke crisis in verband met COVID-19 en de maatregelen die in het verleden zijn genomen of momenteel worden genomen om de verspreiding van het virus onder de bevolking te beperken zullen de activiteit op het grondgebied van het Waalse Gewest waarschijnlijk vertragen en zullen de werking van bepaalde diensten of adviesorganen belemmeren. Het is niet uitgesloten dat deze maatregelen in de toekomst verder zullen worden verlengd.

De lockdownmaatregelen die door alle overheidsniveaus worden genomen, kunnen een doeltreffende en uitgebreide inspraak van het publiek belemmeren, zowel in de door het Wetboek van Ruimtelijke ontwikkeling voorgeschreven vergaderingen (met name de voorafgaandelijke informatievergadering die bij artikel D.VIII.5 voor bepaalde herzieningen van het gewestplan is voorzien, als, voor beroepen, de hoorzitting die in artikel D.IV.66 van hetzelfde Wetboek is bedoeld), als in de voorafgaandelijke informatievergadering die voor bepaalde in Boek I van het Milieuwetboek bedoelde projecten is georganiseerd;

De fysieke bijeenkomsten moeten worden georganiseerd met strikte inachtneming van de normen inzake social distancing en de bijeenkomsten moeten worden vermeden om voor de hand liggende redenen van volksgezondheid. Bovendien kan de begrijpelijke en zelfs aangehaalde terughoudendheid van sommige mensen om met het openbaar vervoer te reizen en met anderen in contact te komen uit vrees voor niet-naleving van de veiligheidsmaatregelen of zelfs wanneer dergelijke veiligheidsmaatregelen worden toegepast, een negatief effect hebben op de deelname van het publiek aan voorafgaandelijke informatievergaderingen en de deelname aan de hoorzitting voor de beroepen betreffende de stedenbouwkundige vergunningen of certificaten nr. 2.

De burger mag niet worden gehinderd in de uitoefening van zijn rechten of in de nakoming van zijn verplichtingen vanwege de gevolgen van de gezondheids crisis; hij moet zijn rechten op nuttige en doeltreffende wijze kunnen doen gelden in het kader van de inspraak- of beroepsprocedures.

Er wordt dus voorgesteld om de toepassing van de besluiten van bijzondere machten nrs. 44, 45 en 48 te verlengen tot 30 juni 2021 en de Regering de mogelijkheid te bieden om deze periode te verkorten voor zover de gezondheidstoestand dit rechtvaardigt;

De aanhef van het besluit is aangepast om tegemoet te komen aan de opmerking van de Raad van State, die zich in zijn advies nr. 68.332/4 van 26 november 2020 afvroeg of de datum van 30 juni 2021 niet te ver weg was om objectief en redelijk te kunnen worden gerechtvaardigd. Er moet rekening mee worden gehouden dat de vaststelling van een einddatum voor de beoogde regeling noodzakelijkerwijs een noodaspect moet bevatten, aangezien de meest recente maatregelen die op het niveau van het overlegcomité zijn genomen, met name gerechtvaardigd zijn door de noodzaak om bijzondere aandacht te besteden aan activiteiten die een aanzienlijk risico van verspreiding van het virus inhouden en om de activiteiten die dat wel doen, te blijven verbieden, gezien de huidige situatie gaat het om contacten die te dicht bij elkaar liggen en/of waarbij een groot aantal mensen betrokken is, en uit de analyse van zowel de opwaartse als de neerwaartse curve van de besmetting en van de ziekenhuisopnames of zelfs sterfgevallen blijkt dat het proces zich over vele maanden uitstrekt. Hieruit volgt dat de gekozen datum relevant is, vooral omdat de regering bevoegd is om de toepassing van deze besluiten van bijzondere machten voortijdig te beëindigen als de gezondheids crisis van COVID-19 dit rechtvaardigt.

Bovendien bepaalt de tekst van Besluit van bijzondere machten nr. 48 van de Waalse regering dat : “De persoon of de overheid die het initiatief van de herziening heeft genomen, verspreidt het bericht in twee gewestelijke dagbladen en in een huis-aan-huisblad in de gemeente op het grondgebied waarvan de herziening van het gewestplan wordt gepland.”. De publicatie van de aankondiging van de voorafgaande informatievergadering in een huis-aan-huis blad krant die door dit besluit wordt opgelegd, is soms niet mogelijk omdat sommige huis-aan-huis bladen tijdelijk niet meer worden verspreid als gevolg van de afname van de commerciële en reclameactiviteiten in verband met de pandemie. De persoon of de overheid die het initiatief neemt tot de herziening van het gewestplan moet daarom de mogelijkheid krijgen om te kiezen voor een andere vorm van verspreiding, namelijk publicatie van de mededeling op de lokale pagina's van een derde regionale krant over de gemeente op het grondgebied waarvan de herziening van het gewestplan is gepland, of op de internetsites van elke gemeente waar het openbaar onderzoek wordt gehouden, en om een publicatie op haar eigen internetsite toe te voegen.

Artikel 1 wijzigt artikel 10 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 45 van 11 juni 2020 houdende organisatie van de inspraak van het publiek in plaats van de voorafgaandelijke informatievergadering georganiseerd voor bepaalde projecten bedoeld in Boek I van het Milieuwetboek, met het oog op de verlenging van de geldigheidsduur ervan tot 30 juni 2021.

De datum van 19 juni 2020 komt overeen met de datum van inwerkingtreding van het besluit van bijzondere machten nr. 45.

Artikel 2 past artikel 11 van hetzelfde besluit aan met het oog op de verlenging van de geldigheidsduur ervan tot 30 juni 2021.

De datum van 19 juni 2020 komt overeen met de datum van inwerkingtreding van het besluit van bijzondere machten nr. 45.

Artikel 3 wijzigt artikel 3, § 3, derde lid, van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 48 van 11 juni 2020 houdende organisatie van de inspraak van het publiek in plaats van de verplichte voorafgaande informatievergadering voor bepaalde herzieningen van het gewestplan. De aanpassing maakt het mogelijk om tijdelijk te voorkomen dat er geen huis-aan-huis blad wordt verspreid die door dit besluit wordt opgelegd, door de persoon of de overheid die het initiatief neemt van de herziening toe te staan het bericht te publiceren, naast twee regionale kranten over de gemeente(s) op het grondgebied waarvan de herziening van het gewestplan is gepland, in de lokale pagina's van een derde regionaal dagblad over deze gemeenten, of in een huis-aan-huis blad over de gemeente(s) op het grondgebied waarvan de herziening van het gewestplan is gepland, of op de internetsites van elke gemeente waar het openbaar onderzoek wordt georganiseerd. Het is ook verplicht om het bericht op zijn eigen website te publiceren.

In dit artikel is het antwoord op de opmerking van de Raad van State in bovengenoemd advies verwerkt door de toepassing van het besluit van bijzondere machten nr. 48 te regelen voor het geval dat de herziening van het gewestplan op het grondgebied van meerdere gemeenten en niet op dat van één enkele gemeente wordt gepland.

De artikelen 4 en 5 passen het besluit van bijzondere machten nr. 48 aan om de geldigheidsduur ervan te verlengen tot 30 juni 2021.

De datum van 29 juni 2020 komt overeen met de datum van inwerkingtreding van het besluit van bijzondere machten nr. 48.

Artikel 6 wijzigt de bevoegdheid om de toepassing van het besluit van bijzondere machten nr. 48 op voorhand te beëindigen, op voorwaarde dat de situatie van de gezondheids crisis van COVID-19 dit rechtvaardigt door de datum aan te passen aan 30 juni 2021, terwijl deze oorspronkelijk was vastgesteld op 31 december 2020.

Artikel 7 past artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 44 van 11 juni 2020 aan, waarbij het houden van de hoorzitting bedoeld in artikel D.IV.66 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling tijdelijk wordt toegestaan via videoconferentie, door de datum van 30 juni 2021 te vervangen door de oorspronkelijk geplande datum van 31 december 2020.

In de artikelen 8 en 9 worden de artikelen 2 en 3 van het besluit van bijzondere machten nr. 44 dienovereenkomstig aangepast.

Krachtend artikel 10, treedt dit besluit in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Raad van State afdeling Wetgeving

Advies 68.332/4 van 26 november 2020 over een ontwerp van besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. ... tot verlenging van de toepassing van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 45 van 11 juni 2020 houdende organisatie van de inspraak van het publiek in plaats van de voorafgaandelijke informatievergadering georganiseerd voor bepaalde projecten bedoeld in Boek I van het Milieuwetboek, van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 48 van 11 juni 2020 houdende organisatie van de inspraak van het publiek in plaats van de verplichte voorafgaande informatiebijeenkomst voor bepaalde herzieningen van het gewestplan, en van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 44 van 11 juni 2020 waarbij het houden van de hoorzitting bedoeld in artikel D.IV.66 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling tijdelijk wordt toegestaan via videoconferentie, en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 48

Op 20 november 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra van het Waalse Gewest, verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. ... tot verlenging van de toepassing van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 45 van 11 juni 2020 houdende organisatie van de inspraak van het publiek in plaats van de voorafgaandelijke informatievergadering georganiseerd voor bepaalde projecten bedoeld in Boek I van het Milieuwetboek, van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 48 van 11 juni 2020 houdende organisatie van de inspraak van het publiek in plaats van de verplichte voorafgaande informatiebijeenkomst voor bepaalde herzieningen van het gewestplan, en van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 44 van 11 juni 2020 waarbij het houden van de hoorzitting bedoeld in artikel D.IV.66 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling tijdelijk wordt toegestaan via videoconferentie, en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 48.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 26 november 2020. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, en Charles Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Benoît Jadot, eerste auditeur-afdelingshoofd.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 26 november 2020.

*

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

De motivering in de brief luidt als volgt:

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door de dringende maatregelen die zijn aangenomen door ministerieel besluit van 1 november 2020 tot wijziging van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken en door de onderstaande consideransen;

Overwegende dat de Wereldgezondheidsorganisatie op 11 maart 2020 het coronavirus COVID-19 als een pandemie gelabeld heeft;

Overwegende dat de huidige epidemiologische situatie wordt gekenmerkt door een zeer hoog dreigingsniveau; dat het aantal met COVID-19 besmette personen hoog is en dat als gevolg daarvan een deel van het personeel niet beschikbaar is, hetzij ziek, hetzij in afzondering of in quarantaine;

Overwegende dat de uitzonderlijke crisis in verband met COVID-19 en de maatregelen die in het verleden zijn genomen of momenteel worden genomen om de verspreiding van het virus onder de bevolking te beperken, de activiteit op het grondgebied van het Waalse Gewest waarschijnlijk zullen vertragen en de werking van bepaalde diensten of adviesorganen zullen belemmeren; dat het niet uitgesloten is dat deze maatregelen in de toekomst verder zullen worden verlengd;

Overwegende, met name dat de lockdownmaatregelen die door alle overheidsniveaus worden genomen, een doeltreffende en uitgebreide inspraak van het publiek kunnen belemmeren, zowel in de door het Wetboek van Ruimtelijke ontwikkeling voorgeschreven vergaderingen (met name de voorafgaandelijke informatievergadering die bij artikel D.VIII.5 voor bepaalde herzieningen van het gewestplan is voorzien, als, voor beroepen, de hoorzitting die in artikel D.IV.66 van hetzelfde Wetboek is bedoeld), als in de voorafgaandelijke informatievergadering die voor bepaalde in Boek I van het Milieuwetboek bedoelde projecten is georganiseerd;

Overwegende dat fysieke bijeenkomsten moeten worden georganiseerd met strikte inachtneming van de normen inzake social distancing, maar dat bijeenkomsten moeten worden vermeden om voor de hand liggende redenen van volksgezondheid; dat bepaalde voorafgaandelijke informatievergaderingen onder normale omstandigheden waarschijnlijk tientallen, zelfs honderden mensen zullen interesseren en aantrekken;

Gelet op de begrijpelijke en zelfs aangehaalde terughoudendheid van sommige mensen om met het openbaar vervoer te reizen en met anderen in contact te komen uit vrees voor niet-naleving van de veiligheidsmaatregelen of zelfs wanneer dergelijke veiligheidsmaatregelen worden toegepast; dat deze terughoudendheid ook een negatief effect kan hebben op de deelname van het publiek aan voorafgaandelijke informatievergaderingen; dat hetzelfde geldt voor de hoorzitting van de in het Wetboek van Ruimtelijke ontwikkeling bedoelde beroepen.

Overwegende dat de burger niet mag worden gehinderd in de uitoefening van zijn rechten of in de nakoming van zijn verplichtingen vanwege de gevolgen van de gezondheids crisis; dat hij zijn rechten op nuttige en doeltreffende wijze moet kunnen doen gelden in het kader van de inspraak- of beroepsprocedures;

Overwegende dat het derhalve dienstig is de toepassing van de besluiten van bijzondere machten nrs. 44, 45 en 48 te verlengen tot 30 juni 2021; dat de Regering bevoegd zal zijn deze periode te verkorten indien de gezondheidstoestand dit rechtvaardigt;

Overwegende bovendien dat de publicatie van het bericht in een huis-aan-huis krant die is opgelegd door het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 48 van 11 juni 2020 houdende organisatie van de inspraak van het publiek in plaats van de verplichte voorafgaande informatiebijeenkomst voor bepaalde herzieningen van het gewestplan, soms niet mogelijk is omdat sommige van de huis-aan-huis kranten tijdelijk niet meer worden verspreid vanwege de afname van de commerciële en reclameactiviteiten in verband met de pandemie; dat de persoon of instantie die het initiatief neemt tot de herziening van het gewestplan de mogelijkheid moet krijgen om te kiezen voor een andere vorm van verspreiding, d.w.z. publicatie van de mededeling in de lokale pagina's van een regionaal dagblad of een huis-aan-huis krant die elke gemeente op het grondgebied waarvan de herziening van het gewestplan is gepland, omvat of op hun websites; dat de mededeling bovendien zal worden gepubliceerd op de website van de persoon of instantie die het initiatief neemt tot de herziening van het gewestplan".

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op grond van artikel 84, § 1, lid 1, 3°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling wetgeving haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, tot de bevoegdheid van de steller van de akte, evenals tot het voltooien van de voorafgaandelijke vormvereisten, overeenkomstig artikel 84, § 3, van voornoemde gecoördineerde wetten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

Zoals het opschrift aangeeft, beoogt het ontwerp de verlenging van de toepassing van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 44 van 11 juni 2020 'waarbij het houden van de hoorzitting bedoeld in artikel D.IV.66 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling tijdelijk wordt toegestaan via videoconferentie', van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 45 van 11 juni 2020 'houdende organisatie van de inspraak van het publiek in plaats van de voorafgaandelijke informatievergadering georganiseerd voor bepaalde projecten bedoeld in Boek I van het Milieuwetboek', van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 48 van 11 juni 2020 'houdende organisatie van de inspraak van het publiek in plaats van de verplichte voorafgaande informatiebijeenkomst voor bepaalde herzieningen van het gewestplan'.

In de adviezen die zij heeft uitgebracht over de ontwerpen die de besluiten van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 45 en 48 waren geworden, was de Afdeling Wetgeving van oordeel dat het bij deze besluiten ingestelde regime in beginsel kon worden beschouwd als een onderdeel van de maatregelen die de Regering mocht nemen op grond van artikel 1, § 1, van het decreet van 17 maart 2020 'tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19', namelijk "alle nuttige maatregelen nemen om iedere situatie te voorkomen en te behandelen die problemen stelt in het strikte kader van de pandemie COVID-19 en haar gevolgen en die dringend behandeld moeten worden op straffe van ernstig gevaar"(1).

Artikel 1, § 1, van het decreet van 29 oktober 2020 'tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering om te reageren op de tweede golf van de gezondheids crisis door COVID-19', geeft de Regering bevoegdheden waarvan het doel en de beperkingen identiek zijn aan die van de bevoegdheden die haar door artikel 1, § 1, van het decreet van 17 maart 2020 zijn toegekend.

De verlenging van de toepassing van de toepassing van de besluiten van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 45 en nr. 48 kan in principe worden beschouwd als een onderdeel van de maatregelen die de regering op grond van artikel 1, lid 1, van het decreet van 29 oktober 2020 mag nemen.

Hetzelfde geldt voor de uitbreiding van de toepassing van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 44.

Men kan zich echter afvragen of de nieuwe termijn die in het ontwerp is vastgesteld om de uiterste datum voor de toepassing van de besluiten van bijzondere machten nrs. 44, 45 en 48 van de Waalse regering vast te stellen, namelijk 30 juni 2021, niet te ver weg is om objectief en redelijk gerechtvaardigd te worden geacht in het licht van de grenzen - die van het "strikte kader van de COVID-19-pandemie en de gevolgen ervan" - waaraan artikel 1, § 1, van het decreet van 29 oktober 2020 de uitvoering van de bijzondere machten die zij aan de regering toekent, ondergeschikt maakt.

In dit verband moet worden opgemerkt dat het dossier geen uitleg bevat waarin precies wordt uitgelegd waarom voor de datum van 30 juni 2021 is gekozen.

De besluiten van de Waalse regering van bijzondere machten nrs. 44, 45 en 48, zoals gewijzigd bij het ontwerp, zijn weliswaar bedoeld om bepalingen te bevatten die zouden betekenen dat "voor zover de situatie van de gezondheids crisis te Covid 19 dit rechtvaardigt, de regering bevoegd is om de mogelijkheid tot toepassing te beperken" van de procedures waarin de besluiten van de Waalse regering van bijzondere machten nrs. 44, 45 en 48 voorzien "door een datum vast te stellen die vroeger valt dan 30 juni 2021"(2) .

Deze bepalingen ontslaan de regering echter niet van de verplichting om de keuze van de datum van 30 juni 2021 te rechtvaardigen.

Het ontwerp zal op dit punt opnieuw worden bekeken en zo nodig worden herzien.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. Het ontwerp vindt zijn grondslag in artikel 1, § 1, van het decreet van 29 oktober 2020.

Het eerste lid 1 moet daarom als volgt worden gelezen:

"Gelet op het decreet van 29 oktober 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering om te reageren op de tweede golf van de gezondheids crisis door Covid-19, artikel 1, § 1;"

2. De aanhef zal worden aangevuld met een verwijzing naar het evaluatierapport betreffende de weerslag van het project op de respectievelijke stand van zaken van vrouwen en mannen, overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 'houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen'.

DISPOSITIEFArtikel 3

Punt 1° en 2° van de bepaling die artikel 3, § 3, derde lid, van het Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 48 zal vervangen, zal worden herzien om rekening te houden met de hypothesen waarin de herziening van het gewestplan is voorzien op het grondgebied van meerdere gemeenten, en niet op dat van één enkele gemeente.

Bovendien worden in punt 2° de woorden “waar het openbaar onderzoek wordt gehouden” vervangen door “op het grondgebied waarvan de herziening van het gewestplan is gepland”.

De Griffier,
Charles Henri Van Hove

De Voorzitter,
Martine Baguet

Nota's

(1) Advies nr. 67.524/4 gegeven op 9 juni 2020 over het project dat het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 48 geworden is <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67524.pdf>, en nr. 67.526/4 gegeven op 9 juni 2020 over het project dat het besluit van de Waalse Regering van bijzonder machten nr. 45 geworden is, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67526.pdf>.

(2) Zie de voorgestelde wijziging van artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 44, alsmede de artikelen 10, lid 2, en 11, lid 2, in ontwerpvorm, van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 45 en artikel 7, in ontwerpvorm, van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 48.

10 DECEMBER 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 62 tot verlenging van de toepassing van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 45 van 11 juni 2020 houdende organisatie van de inspraak van het publiek in plaats van de voorafgaandelijke informatievergadering georganiseerd voor bepaalde projecten bedoeld in Boek I van het Milieuwetboek, van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 48 van 11 juni 2020 houdende organisatie van de inspraak van het publiek in plaats van de verplichte voorafgaande informatiebijeenkomst voor bepaalde herzieningen van het gewestplan, en van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 44 van 11 juni 2020 waarbij het houden van de hoorzitting bedoeld in artikel D.IV.66 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling tijdelijk wordt toegestaan via videoconferentie, en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 48

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 29 oktober 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering om te reageren op de tweede golf van de gezondheids crisis door Covid-19, artikel 1, § 1;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, zoals gewijzigd;

Gelet op het Wetboek van Ruimtelijke ontwikkeling, zoals gewijzigd;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door de dringende maatregelen die zijn aangenomen door het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken en door de onderstaande consideransen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 12 november 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 november 2020;

Gelet op het evaluatierapport van 20 november 2020 betreffende de weerslag van het project op de respectievelijke stand van zaken van vrouwen en mannen, overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies nr. 68.332/4 van de Raad van State, gegeven op 26 november 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de Wereldgezondheidsorganisatie op 11 maart 2020 het coronavirus COVID-19 als een pandemie gelabeld heeft;

Overwegende dat de huidige epidemiologische situatie wordt gekenmerkt door een zeer hoog dreigingsniveau; dat het aantal met COVID-19 besmette personen hoog is en dat als gevolg daarvan een deel van het personeel niet beschikbaar is, hetzij ziek, hetzij in afzondering of in quarantaine;

Overwegende dat de uitzonderlijke crisis in verband met COVID-19 en de maatregelen die in het verleden zijn genomen of momenteel worden genomen om de verspreiding van het virus onder de bevolking te beperken, de activiteit op het grondgebied van het Waalse Gewest waarschijnlijk zullen vertragen en de werking van bepaalde diensten of adviesorganen zullen belemmeren; dat het niet uitgesloten is dat deze maatregelen in de toekomst verder zullen worden verlengd;

Overwegende, met name dat de lockdownmaatregelen die door alle overheidsniveaus worden genomen, een doeltreffende en uitgebreide inspraak van het publiek kunnen belemmeren, zowel in de door het Wetboek van Ruimtelijke ontwikkeling voorgeschreven vergaderingen (met name de voorafgaandelijke informatievergadering die bij artikel D.VIII.5 voor bepaalde herzieningen van het gewestplan is voorzien, als, voor beroepen, de hoorzitting die in artikel D.IV.66 van hetzelfde Wetboek is bedoeld), als in de voorafgaandelijke informatievergadering die voor bepaalde in Boek I van het Milieuwetboek bedoelde projecten is georganiseerd;

Overwegende dat fysieke bijeenkomsten moeten worden georganiseerd met strikte inachtneming van de normen inzake social distancing, maar dat bijeenkomsten moeten worden vermeden om voor de hand liggende redenen van volksgezondheid; dat bepaalde voorafgaandelijke informatievergaderingen onder normale omstandigheden waarschijnlijk tientallen, zelfs honderden mensen zullen interesseren en aantrekken;

Gelet op de begrijpelijke en zelfs aangehaalde terughoudendheid van sommige mensen om met het openbaar vervoer te reizen en met anderen in contact te komen uit vrees voor niet-naleving van de veiligheidsmaatregelen of zelfs wanneer dergelijke veiligheidsmaatregelen worden toegepast; dat deze terughoudendheid ook een negatief effect kan hebben op de deelname van het publiek aan voorafgaandelijke informatievergaderingen; dat hetzelfde geldt voor de hoorzitting van de in het Wetboek van Ruimtelijke ontwikkeling bedoelde beroepen.

Overwegende dat de burger niet mag worden gehinderd in de uitoefening van zijn rechten of in de nakoming van zijn verplichtingen vanwege de gevolgen van de gezondheids crisis; dat hij zijn rechten op nuttige en doeltreffende wijze moet kunnen doen gelden in het kader van de inspraak- of beroepsprocedures;

Overwegende dat het derhalve dienstig is de toepassing van de besluiten van bijzondere machten nrs. 44, 45 en 48 te verlengen tot 30 juni 2021; dat de Regering bevoegd zal zijn deze periode te verkorten indien de gezondheidstoestand dit rechtvaardigt;

Overwegende dat het advies van de afdeling Wetgeving van de Raad van State bepaalt dat : "Men kan zich echter afvragen of de nieuwe termijn die in het ontwerp is vastgesteld om de uiterste datum voor de toepassing van de besluiten van bijzondere machten nrs. 44, 45 en 48 van de Waalse regering vast te stellen, namelijk 30 juni 2021, niet te ver weg is om objectief en redelijk gerechtvaardigd te worden geacht in het licht van de grenzen - die van het "strikte kader van de COVID-19-pandemie en de gevolgen ervan" - waaraan artikel 1, § 1, van het decreet van 29 oktober 2020 de uitvoering van de bijzondere machten die zij aan de regering toekent, ondergeschikt maakt." ; dat volgens de WHO het effect van de vaccins tegen COVID-19 zal afhangen van verschillende factoren, waaronder de effectiviteit van de vaccins, de snelheid waarmee ze worden goedgekeurd, gefabriceerd en beschikbaar gesteld, en het aantal mensen dat wordt gevaccineerd; dat in België, en volgens de tot nu toe beschikbare informatie, waarschijnlijk tegen het einde van het tweede kwartaal van 2021 vier miljoen mensen in prioritaire groepen zullen zijn gevaccineerd; dat het vandaag de dag volstrekt onmogelijk is te bepalen of dit aantal voldoende zal zijn om de pandemie een halt toe te roepen; dat de vaststelling van een einddatum voor de voorgestelde regeling dus noodzakelijkerwijs een nooddimensie moet bevatten; dat in dit verband moet worden overwogen dat de meest recente maatregelen die op het niveau van het overlegcomité zijn genomen, met name gerechtvaardigd zijn door het feit dat bijzondere aandacht moet worden besteed aan activiteiten die een aanzienlijk risico van verspreiding van het virus met zich meebrengen en dat het verbod op activiteiten waarbij, gezien de huidige situatie, te nauwe contacten tussen personen en/of een groot aantal personen betrokken zijn, moet worden voortgezet; dat de analyse van zowel de stijgende als de dalende curve van besmettingen en ziekenhuisopnames of zelfs sterfgevallen aantoont dat het proces zich over vele maanden uitstrekt; dat de gekozen datum des te meer relevant is omdat de regering het recht heeft om de toepassing van deze besluiten van bijzondere machten vroegtijdig te beëindigen als de situatie van de gezondheids crisis van COVID-19 dit rechtvaardigt;

Overwegende bovendien dat de publicatie van het bericht in een huis-aan-huis krant die is opgelegd door het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 48 van 11 juni 2020 houdende organisatie van de inspraak van het publiek in plaats van de verplichte voorafgaande informatiebijeenkomst voor bepaalde herzieningen van het gewestplan, soms niet mogelijk is omdat sommige van de huis-aan-huis kranten tijdelijk niet meer worden verspreid vanwege de afname van de commerciële en reclameactiviteiten in verband met de pandemie; dat de persoon of instantie die het initiatief neemt tot de herziening van het gewestplan de mogelijkheid moet krijgen om te kiezen voor een andere vorm van verspreiding, d.w.z. publicatie van de mededeling in de lokale pagina's van een regionaal dagblad of een huis-aan-huis krant die elke gemeente op het grondgebied waarvan de herziening van het gewestplan is gepland, omvat of op hun websites; dat de mededeling bovendien zal worden gepubliceerd op de website van de persoon of instantie die het initiatief neemt tot de herziening van het gewestplan;

Overwegende dat artikel 2 van het decreet van 29 oktober 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering om te reageren op de tweede golf van de gezondheids crisis door COVID-19, het mogelijk maakt dit besluit aan te nemen zonder dat de wettelijk of reglementair vereiste adviezen vooraf ingewonnen worden; dat de huidige gezondheidsomstandigheden en de noodzaak om snel te reageren rechtvaardigen dat in dit geval niet wordt overgegaan tot de gebruikelijke raadplegingen en overlegvergaderingen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 10 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 45 van 11 juni 2020 houdende organisatie van de inspraak van het publiek in plaats van de voorafgaandelijke informatievergadering georganiseerd voor bepaalde projecten bedoeld in Boek I van het Milieuwetboek, wordt vervangen als volgt: "Art. 10. De artikelen 3 tot en met 9 zijn van toepassing op de procedures die vanaf 19 juni 2020 worden georganiseerd, wanneer de aanvrager ervoor heeft gekozen deze procedure overeenkomstig artikel 2 toe te passen, en op voorwaarde dat de termijn van vijftien dagen waarbinnen opmerkingen en suggesties kunnen worden ingediend, uiterlijk op 30 juni 2021 afloopt.

Voor zover de situatie van de gezondheids crisis COVID-19 dit rechtvaardigt, wordt de Regering ertoe gemachtigd om de mogelijkheid tot toepassing van de in dit besluit bedoelde inspraakprocedure te beperken door een datum vast te stellen die aan 30 juni 2021 moet voorafgaan."

Art. 2. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt: "Art. 11. De in de artikelen 3 tot en met 9 bedoelde inspraakprocedure, die vanaf 19 juni 2020 wordt georganiseerd en waarvoor de termijn van vijftien dagen waarbinnen opmerkingen en suggesties kunnen worden ingediend, uiterlijk op 30 juni 2021 afloopt, geldt als informatievergadering voor de toepassing van de artikelen D.6, 18°, D.29-3, R.41-9, § 3, 1°, b, en R.56, en geldt als fase van raadpleging van het publiek voor de toepassing van artikel D.77, tweede lid, 6°, van Boek I van het Milieuwetboek.

Voor zover de situatie van de gezondheids crisis COVID-19 dit rechtvaardigt, wordt de Regering ertoe gemachtigd om de mogelijkheid tot toepassing van de in dit besluit bedoelde inspraakprocedure te beperken door een datum vast te stellen die aan 30 juni 2021 moet voorafgaan."

Art. 3. In artikel 3, § 3, derde lid, van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 48 van 11 juni 2020 houdende organisatie van de inspraak van het publiek in plaats van de verplichte voorafgaande informatievergadering voor bepaalde herzieningen van het gewestplan, wordt de zin "De persoon of de overheid die het initiatief van de herziening heeft genomen, verspreidt het bericht in twee gewestelijke dagbladen en in een huis-aan-huisblad in de gemeente op het grondgebied waarvan de herziening van het gewestplan wordt gepland" vervangen door wat volgt: "De persoon of de overheid die het initiatief van de herziening heeft genomen, verspreidt het bericht:

1° in twee gewestelijke dagbladen in de gemeente op het grondgebied waarvan de herziening van het gewestplan wordt gepland;

2° a) in de lokale pagina(s) van een derde gewestelijk dagblad, zodat elk van de gemeenten op het grondgebied waarvan de herziening van het gewestplan is gepland, wordt bereikt, of

b) op in één van de huis-aan-huisbladen, zodat elk van de gemeenten op het grondgebied waarvan de herziening van het gewestplan is gepland, wordt bereikt, of

c) op de websites van elk van de gemeenten op het grondgebied waarvan de herziening van het gewestplan is gepland, of ;

3° op haar eigen website."

Art. 4. Artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 48 van 11 juni 2020 houdende organisatie van de inspraak van het publiek in plaats van de verplichte voorafgaande informatievergadering voor bepaalde herzieningen van het gewestplan, wordt vervangen als volgt:

“Art. 4. Artikel 3 is van toepassing op de procedures die vanaf 29 juni 2020 worden georganiseerd, wanneer de persoon of de overheid die het initiatief van de herziening heeft genomen ervoor heeft gekozen deze procedure overeenkomstig artikel 1^{er} toe te passen, en op voorwaarde dat de termijn van vijftien dagen waarbinnen opmerkingen en suggesties kunnen worden ingediend, uiterlijk op 30 juni 2021 afloopt.

Art. 5. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

“Art. 5. De in artikel 3 bedoelde inspraakprocedure, die vanaf 29 juni 2020 wordt georganiseerd en waarvoor de termijn van vijftien dagen waarbinnen opmerkingen en suggesties kunnen worden ingediend, uiterlijk op 30 juni 2021 afloopt, geldt als informatievergadering voor de toepassing van de artikelen D.II.47, § 1, tweede lid, D.II.48, § 2, D.II.54, § 2, vijfde lid, 5^o, en geldt als fase van raadpleging van het publiek voor de toepassing van artikel D.VIII.2, § 2^o, van het Wetboek van Ruimtelijke ontwikkeling.”.

Art. 6. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

“Art. 7. Voor zover de situatie van de gezondheids crisis COVID-19 dit rechtvaardigt, wordt de Regering ertoe gemachtigd om de mogelijkheid tot toepassing van de in dit besluit bedoelde inspraakprocedure te beperken door een datum vast te stellen die aan 30 juni 2021 moet voorafgaan.”

Art. 7. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 44 van 11 juni 2020 waarbij het houden van de hoorzitting bedoeld in artikel D.IV.66 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling tijdelijk wordt toegestaan via videoconferentie, worden de woorden “31 december 2020” vervangen door de woorden “30 juni 2021”.

Art. 8. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de woorden “30 november 2020” vervangen door de woorden “31 mei 2021”.

Art. 9. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de woorden “31 december 2020” vervangen door de woorden “30 juni 2021”.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.
Namen, 10 december 2020.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het “IFAPME”, en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/16395]

11 DECEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoir spéciaux n° 66 relatif à l’octroi d’une indemnité en faveur des associations sans but lucratif (ASBL) qui exercent une activité économique dans le cadre de la crise du coronavirus COVID-19

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 29 octobre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la COVID-19, article 1^{er}, § 1^{er} ;

Vu l’accord du Ministre du Budget, donné le 26 novembre 2020 ;

Vu l’urgence motivée comme suit ;

Considérant l’arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d’urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, modifié par celui du 1^{er} novembre 2020 ;

Considérant les secteurs et sous-secteurs d’activités qui subissent toujours un impact important du fait de la restriction en ce qui concerne les voyages ;

Considérant les secteurs et sous-secteurs d’activités qui subissent toujours un impact important du fait de la restriction du Comité de concertation en ce qui concerne les événements de masse ;

Considérant les secteurs et sous-secteurs d’activités qui subissent toujours un impact important du fait de la restriction du Comité de concertation en ce qui concerne la limitation du nombre maximal de personnes autorisées à participer à certains rassemblements ;

Considérant l’obligation pour les établissements relevant du secteur HoReCa et les autres établissements de restauration et débits de boissons de fermer depuis le 19 octobre 2020 ;

Considérant l’obligation pour les ASBL considérées comme non-essentiels de fermer depuis le 2 novembre 2020 ;

Considérant qu’il y a urgence d’adopter le présent projet vu la situation de crise exceptionnelle qui subsiste à savoir, les conséquences de la crise sanitaire du COVID-19 pour de nombreuses ASBL qui subissent de graves dommages économiques ;

Considérant qu’il est nécessaire de fournir une aide d’urgence aux ASBL concernées afin de limiter les dommages économiques ;

Considérant que les ASBL concernées par le présent arrêté ont vu leur chiffre d’affaires baisser, voire disparaître, mettant ainsi en péril les revenus des entrepreneurs et de leurs salariés ;

Considérant que la présente aide a notamment pour objet d’éviter une vague de faillites parmi les ASBL confrontées à des problèmes de liquidité urgents du fait de la crise ;

Considérant que les défauts de paiement dus à des problèmes de liquidité pourraient entraîner un effet domino sur l’économie, ce qui devrait être évité à tout prix ;